

JOURNAL
BELGE
MONDIAL !

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DE LA FIN DU
MONDE À LA
RENAISSANCE

Yves Cochet

"LA FABLE
DU LIBÉRALISME" :
ENTRETIEN AVEC DANY-ROBERT DUFOUR

FRANCE.
UNE DÉMOCRATIE
SIMPLIFIÉE

Jean-Claude Paye

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Fernand Bernier, 15, 1060 Saint-Gilles, Bruxelles



Illustration: Benjamin Tejero

SOMMAIRE

DE LA FIN DU MONDE À LA RENAISSANCE

Yves Cochet / Page 3

FRANCE. UNE DÉMOCRATIE SIMPLIFIÉE!

Jean-Claude Paye / Pages 4-5

MODERNITÉ, POSTMODERNITÉ. OÙ SE SITUE LA DÉCROISSANCE ?

Bernard Legros / Pages 6-7

PANTA RHEI

Jean-Pierre L. Collignon / Page 8

QUAND LES CATASTROPHES FONT PERDRE LA TÊTE

Pablo Servigne et Raphaël Stevens / Page 9

BÂTISSONS ENFIN UNE VRAIE DÉMOCRATIE.

Jean-Pierre Wauters / Pages 10-11

LA FABLE DU LIBÉRALISME

Entretien avec Dany-Robert Dufour / Pages 12-16

ENDE GELANDE 2017

Alexandre Orban / Page 17

POURQUOI DEUX SEXES ?

Tülay Umay / Pages 18-19

ALIMENTS INDUSTRIELS : LE SCANDALE EST PERMANENT

Paul Lannoye / Page 20

L'OBSOLESCENCE DES PARTIS POLITIQUES.

Alexandre Penasse / Pages 21-22

FILS DE PUB

Page 22

BRÈVES/RECENSIONS

Page 23

CAMILO COLLAO / CHANIC / COURRIER DES LECTEURS

Page 24

NOTRE GOUTTE D'EAU



Illustration : Bertrand Panier

Il est plus que tentant de se dire que toutes les choses qui se passent en ce bas monde et qui concourent ensemble à un futur des plus noirs, sont inscrites dans des liens d'interdépendance mais respectent quelques principes au fondement de cette continuité pathologique. Parmi ceux-ci, nous ne cesserons de répéter celui qui nous semble des plus importants : la subordination de la vie, de la morale, de la nature, de tout, à l'argent. Ainsi, la modification génétique de graines, plantes, animaux, l'usage des pesticides, la colonisation de la planète par la voiture, le tourisme de masse, le nucléaire, les guerres, le terrorisme... ont des rapports toujours très clairs avec l'argent et le désir d'en avoir toujours plus.

Les pillages et massacres du nouveau monde ne furent que le prélude à cinq siècles d'atrocité occidentale. Plus de 500 ans donc, qui n'ont pas amené seulement à un enrichissement matériel des pays occidentaux au détriment des autres mais, ce qui est bien plus spectaculaire, à ce que ces pays parviennent à imposer à tous l'idée d'un continuum où l'ensemble des nations de cette planète seraient représentés, avec en tête de liste les pays développés, ceux qui maîtrisent les représentations du monde, et derrière, en fonction de leur position, les pays en voie de développement, les pays pauvres très endettés, sous-développés, etc. Quel exploit d'avoir à la fois réussi à saccager la planète, à détruire des cultures, des économies locales, des modes d'agriculture, d'élevage, des savoirs ancestraux... tout en se présentant dans le même temps en grand sauveur et en promettant aux peuples pillés qu'ils allaient pouvoir se développer comme l'Occident, celui-là même qui avait besoin de leur chair, de leur terre et de leur sang pour assurer son mode de vie, « non négociable ».

Ce mode de vie de nos sociétés libérales, En Marche !® vers le vide, la nullité et la destruction, qui cherche à grignoter toutes nos capacités autonomes et nous rendre totalement dépendants du Marché, tel un Dieu qui prendra en charge nos relations, nos communications, nos déplacements, notre capacité à nous situer dans l'espace et dans le temps, nos loisirs, nos modes de lecture, notre alimentation, la gestion complète de nos demeures... qui aura

atteint sa perfection quand nous ne saurons plus faire nous-mêmes une sauce tomate, un nettoyant vinaigre et bicarbonate, ou lire un livre, et que nous substituerons nos indispensables besoins aux besoins créés par le marché.

Quelle sphère d'autonomie avons-nous encore ? Que feront les banquiers, agioteurs inutiles, cadres de toutes sortes et bureaucrates en costume qui ne servent à rien, quand le système s'effondrera ? Que feront ceux qui ont perdu leur temps à les servir ? Qui d'eux saura construire un moulin, réparer un meuble, couper du bois, faire du pain, réparer un vélo, cultiver son potager ? Ne devons-nous pas urgemment nous unir, faire front contre la destruction de ce qui nous reste d'autonomie, nommer et médiatiser le grand mensonge, celui qu'entretient cette schizophrénie normalisée, qui rendrait fou le plus sain, où l'architecte du paradis fiscal luxembourgeois préside la Commission européenne, tandis que son prédécesseur Barroso, à peine achevé son mandat, rejoignait Goldman Sachs, La Firme qui contrôle les marchés, pieuvre géante qui concourt à la destruction du monde et des hommes.

Si la « rentrée » est la période d'un curieux mélange entre de nouveaux grands rêves et projets possibles mais aussi du désespoir et du pessimisme de constater que tout s'aggrave sans qu'on ne puisse agir sur les grandes causes, il ne faut pas y voir du défaitisme mais l'envie encore de surmonter le désespoir, de rencontrer une force collective capable de renverser le cours des choses. Les contacts spontanés et de plus en plus nombreux de divers collectifs vers notre journal laissent entrevoir une brèche de convergence. Convergence qui n'aura lieu que si les rapprochements reposent sur une reconnaissance commune de la nécessité de disparition du système productiviste qui se contente très bien des petites « alternatives » qui ne l'attaquent pas en son coeur.

Kairos se veut être une goutte d'eau qui participera à cela. Dans l'attente d'un torrent commun ?

Alexandre Penasse

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique Imprimeries Havaux s.a., Rue de l'Artisanat, 1 B - 1400 NIVELLES

Tirage : cet exemplaire a été tiré à 2 000 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable ASBL Kairos / Alexandre Penasse rue Fernand Bernier, 15 1060 Saint-Gilles, Bruxelles - Belgique info@kairospresse.be www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09 M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef Alexandre Penasse

Graphisme Studio Noir & Clair

Gestion des abonnés Sandy De Wilde

Relecteurs Janine, Marie-Paule, Nadia, Marie-Claire, Alain



Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs Paul Lannoye, Raphaël Stevens, Bernard Legros (B.L.), Pablo Servigne, Jean-Pierre Léon Collignon, Gwenaël Bréès, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel

Ont contribué à ce numéro Francis Leboutte, Jean-Claude Paye, Jean-Pierre Wauters, Dany-Robert Dufour, Alexandre Orban, Tülay Umay.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber!

"La couverture a été initialement l'objet d'un travail fait dans le cadre de l'exposition "Jungles au 6b" curatée par Valentine Fried, du 1er au 13 septembre au 6b, Saint-Denis"

Illustrations Benjamin Tejero, Aurélia Deschamps, Pierre Mercier, Almudena Pano, Olivier Spinewine, Janna Baybatirova, Elisa Sartori, Coline Sauvand, Suzi Vergez, Gabrielle Lacombe, Aurélie Garnier, Elisabeth Corblin, Sylwia Szkilladz, Chanic, Camilo Collao

DE LA FIN D'UN MONDE À LA RENAISSANCE EN 2050

Il y a trente-trois ans naissaient Les Verts, première organisation unifiée de l'écologie politique en France. Jusqu'à aujourd'hui, les représentants de ce parti, puis ceux de son successeur EE-LV, ont rempli presque tous les types de mandats aux fonctions électives des institutions républicaines. Pour rien, à peu de choses près. Sous l'angle écologique de l'état géo-bio-physique de la France - de l'Europe et du monde - avouons que l'état de santé de ces territoires ne cesse de se dégrader par rapport à celui de 1984, comme le montrent à l'envi les rapports successifs du Giec, du PNUE, du Programme géosphère-biosphère et autres publications internationales alarmistes les plus récentes.

Sous l'angle social et démocratique, le constat est du même ordre : creusement des inégalités, accroissement de la xénophobie, raidissement des régimes politiques. Initialement munis d'une immense générosité intellectuelle et porteurs de la seule alternative nouvelle à la vieille gauche et à la vieille droite, les écologistes politiques ont aujourd'hui presque tout perdu, même leurs sièges. Ils apparaissent périmés, faute d'être présents au réel. Celui-ci a beaucoup changé depuis trente-trois ans, particulièrement par le passage du point de bascule vers un effondrement global, systémique, inévitable. Jadis, inspirés par le rapport *Meadows* ou les écrits de Bernard Charbonneau, René Dumont et André Gorz, nous connaissions déjà les principales causes de la dégradation de la vie sur Terre et aurions pu, dès cette époque et à l'échelle internationale, réorienter les politiques publiques vers la soutenabilité. Aujourd'hui, il est trop tard, l'effondrement est imminent.

Bien que la prudence politique invite à rester dans le flou, et que la mode intellectuelle soit celle de l'incertitude quant à l'avenir, j'estime au contraire que les trente-trois prochaines années sur Terre sont déjà écrites, grosso modo, et que l'honnêteté est de risquer un calendrier approximatif. La période 2020-2050 sera la plus bouleversante qu'aura jamais vécue l'humanité en si peu de temps. À quelques années près, elle se composera de trois étapes successives : la fin du monde tel que nous le connaissons (2020-2030), l'intervalle de survie (2030-2040), le début d'une renaissance (2040-2050).

LES TROIS ÉTAPES DE L'EFFONDREMENT

L'effondrement de la première étape est possible dès 2020, probable en 2025, certain vers 2030. Une telle affirmation s'appuie sur de nombreuses publications scientifiques que l'on peut réunir sous la bannière de l'Anthropocène, compris au sens d'une rupture au sein du système-Terre, caractérisée par le dépassement irrépressible et irréversible de certains seuils géo-bio-physiques globaux. Ces ruptures sont désormais imparables, le système-Terre se comportant comme un automate qu'aucune force humaine ne peut contrôler. La croyance générale dans le libéral-productivisme renforce ce pronostic. La prégnance anthropique de cette croyance est si invasive qu'aucun assemblage alternatif de croyances ne parviendra à la remplacer, sauf après l'événement exceptionnel que sera l'effondrement mondial dû au triple *crunch* énergétique, climatique, alimentaire. La décroissance est notre destin.

La seconde étape, dans les prochaines années 30, sera la plus pénible au vu de l'abaissement brusque de la population mondiale (épidémies, famines, guerres), de la déplétion des ressources énergétiques et alimentaires, de la perte des infrastructures (y aura-t-il de l'électricité en Ile-de-France en 2035 ?) et de la faillite des gouvernements. Ce sera une période de survie précaire et malheureuse de l'humanité, au cours de laquelle le principal des ressources nécessaires proviendra de certains restes de la civilisation thermo-industrielle, un peu de la même façon que, après 1348 en Europe et pendant des décennies, les survivants de la peste noire purent bénéficier, si l'on peut dire, des ressources non consommées par la moitié de la population qui mourut en cinq ans. Nous omettrons les descriptions atroces des rapports humains violents consécutifs à la cessation de tout service public et de toute autorité politique, partout dans le monde. Certains groupes de personnes auront eu la possibilité de s'établir près d'une source d'eau et de stocker quelques conserves alimentaires et médicaments pour le moyen terme, en attendant de réapprendre les savoir-faire élémentaires de reconstruction d'une civilisation authentiquement humaine.

Sans doute peut-on espérer que s'ensuive, autour des années 50 de ce siècle, une troisième étape de renaissance au cours de laquelle les groupes humains les plus résilients, désormais privés des reliques matérielles du passé, retrouvent tout à la fois les techniques initiales propres à la sustentation de la vie et de nouvelles formes de gouvernance interne et de politique extérieure susceptibles de garantir une assez longue stabilité structurelle, indispensable à tout processus de civilisation.

Ce type de sentences aussi brèves qu'un slogan peut entraîner une sensation de malaise chez le lecteur qui viendrait à se demander si la présente tribune n'est pas l'œuvre d'un psychopathe extrémiste qui se vautre dans la noirceur et le désespoir. Au contraire, débarrassés d'enjeux de pouvoir et de recherche d'effets, nous ne cessons d'agir pour tenter d'éviter la catastrophe et nous nous estimons trop rationnels pour être fascinés par la perspective de l'effondrement. Nous ne sommes pas pessimistes ou dépressifs, nous examinons les choses le plus froidement possible, nous croyons toujours à la politique. Les extrémistes qui s'ignorent se trouvent plutôt du côté de la pensée dominante - de la religion dominante - basée sur la croyance que l'innovation technologique et un retour de la croissance résoudront les problèmes actuels.

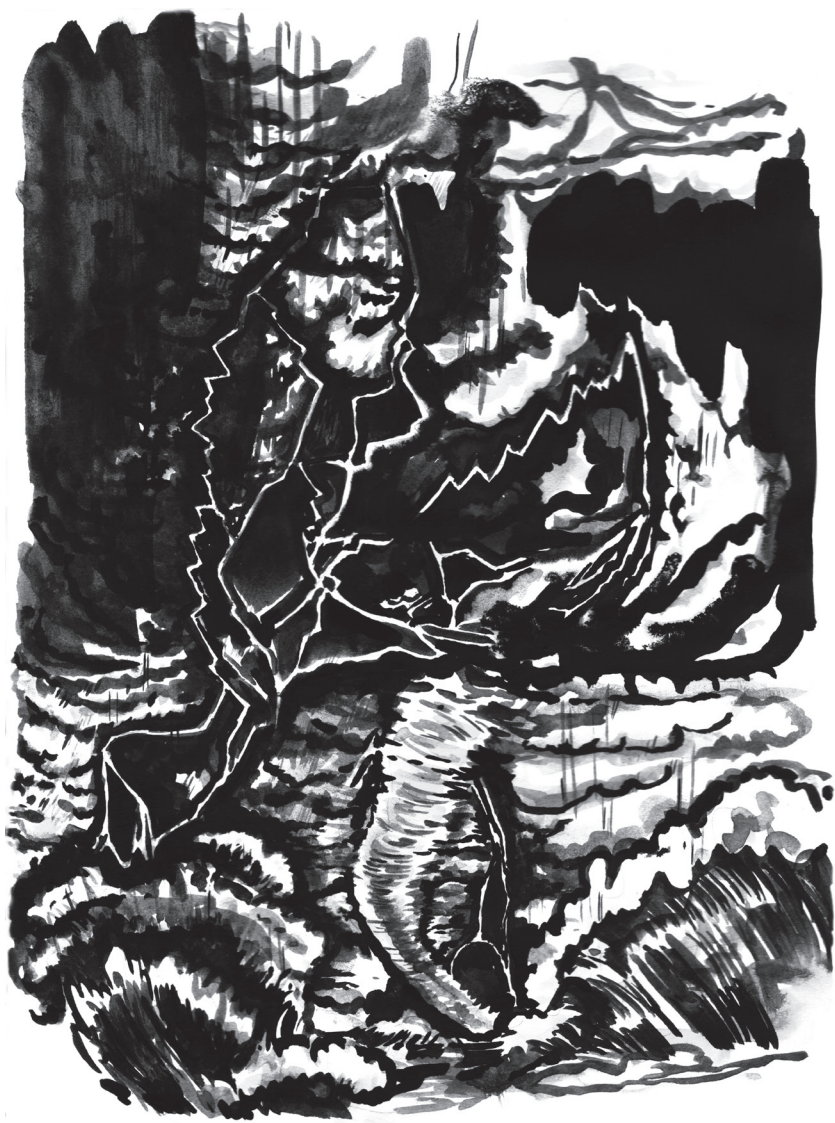


Illustration : Laure Gatièr

Si notre prospective est la plus rationnelle et la plus probable, reste à en convaincre les militants d'EE-LV, les Français et tous nos frères et sœurs en humanité. La dissonance cognitive de nos sociétés empêche que ceci soit possible en temps voulu. Cependant, les orientations politiques déduites de cette analyse deviennent relativement faciles à décrire : minimiser les souffrances et le nombre de morts pendant les décennies à venir en proposant dès aujourd'hui un projet de décroissance rapide de l'empreinte écologique des pays riches, genre biorégionalisme basse-tech, pour la moitié survivante de l'humanité dans les années 40. Autrement dit, profiter de la disponibilité terminale des énergies puissantes et des métaux d'aujourd'hui pour forger les quelques outils, ustensiles et engins simples de demain (les années 30), avant que ces énergies et ces métaux ne soient plus accessibles. Sans surprise, hélas, notre perspective générale ne semble pas encore partagée par la majorité des écologistes qui tiennent leurs Journées d'été européennes à Dunkerque. Ainsi, la plénière finale du samedi 26 août est-elle en partie consacrée au «développement industriel» en Europe. Un élan vers le pire.

Yves Cochet, président de l'institut Momentum, ancien ministre français de l'environnement. Article initialement publié sur le site liberation.fr le mercredi 23 août, puis dans le journal papier le jeudi 24 août, reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'auteur.

FRANCE. UNE DÉMOCRATIE SIMPLIFIÉE!

Ce 18 juin, l’alliance de « En Marche » et du « MoDem » a remporté les élections législatives françaises avec une nette majorité de 350 députés sur un total de 577. Cette élection est caractérisée par un taux d’abstention inédit, de plus de 51 % au premier tour et de 57,4 % au deuxième.

L’alliance soutenant le Président Emmanuel Macron a obtenu 32 % des suffrages au premier tour.

En tenant compte du taux d’abstention et de votes nuls ou blancs, ce système électoral majoritaire a permis à 15 % d’électeurs, soumis à l’injonction surmoïque des médias, de former une majorité de 60 % des sièges.

La double élection, présidentielle et législative, n’est pas seulement importante pour les Français. Elle est indicative d’une mutation de la forme d’État qui concerne l’ensemble des pays membres de l’Union européenne. Ils enregistrent tous une crise de représentation partisane, doublée d’un abandon de souveraineté. En France, cette double victoire, qui donne les pleins pouvoirs au Président, consolide une tendance récurrente au renforcement de l’Exécutif, au détriment des pouvoirs législatif et judiciaire. Cette fois, l’amplitude de la mutation est telle que la séparation des pouvoirs, chère à Montesquieu, n’est plus qu’un vestige du passé.

LIQUIDATION DU POUVOIR JUDICIAIRE

En plus d’une nouvelle prolongation de l’état d’urgence jusqu’au 1^{er} novembre, le Sénat a largement adopté le 18 juillet un projet de loi visant à inscrire, dans le droit commun, des mesures uniquement autorisées par cet état d’exception, tout en gardant les procédures propres à l’état d’urgence qui mettent de côté les magistrats judiciaires⁽¹⁾. Le texte doit passer à l’Assemblée nationale en octobre. Il finalise ainsi un ensemble de réformes, mises en place depuis une quinzaine d’années, qui ont progressivement enlevé au pouvoir judiciaire l’essentiel de ses attributions.

Le texte augmente fortement les possibilités de surveillance et de contrôle administratif de l’ensemble des citoyens. L’exclusion du juge judiciaire est la règle. L’alibi de la figure aveugle du juge des libertés et de la détention que le gouvernement et le Sénat viennent de réintroduire dans « la boucle » administrative de la procédure ne change rien à l’affaire. Cette dernière a bien pour effet d’accroître les mesures privatives et restrictives de libertés : perquisition, assignation à résidence..., sur base de simples notes des services de renseignement.

Le préfet devient une figure centrale dans la mise en œuvre des prérogatives de l’Exécutif. Il peut ordonner des perquisitions administratives, de jour comme de nuit, après autorisation du procureur de la République de Paris. L’exploitation des données numériques, des ordinateurs et autres téléphones portables saisis, serait soumise à l’autorisation du seul juge administratif et non du juge judiciaire. En l’absence de toute infraction, une personne devrait déclarer ses identifiants de tout moyen de communication électronique. Le texte transfère aussi à l’autorité administrative, en dehors de tout état d’urgence, la faculté de réglementer la circulation des

personnes dans l’espace public, le procureur de la République en étant seulement avisé. De plus, le ministre de l’Intérieur peut ordonner qu’une personne soit placée sous surveillance électronique mobile. La confusion entre Exécutif et Judiciaire est ici particulièrement manifeste.

UN POUVOIR LÉGISLATIF AU SERVICE DU PRÉSIDENT

La nette victoire électorale a donné à E. Macron la capacité de choisir une partie importante des membres de l’Assemblée Nationale, celle composant sa majorité parlementaire. En effet, la structure de « En Marche » est particulièrement centralisée. Le mouvement présente une spécificité : les candidats à l’élection législative ne sont pas élus par les bases locales du mouvement, mais désignés, d’en haut, par une commission, dont les membres sont choisis par E. Macron⁽²⁾. Les élus n’apparaissent plus comme des représentants, de sections locales de partis et d’électeurs d’une circonscription électorale, mais comme des agents du pouvoir exécutif, simplement légitimés par le vote des citoyens.

La volonté de réduire le pouvoir législatif à une simple chambre d’enregistrement est confortée par le désir de légiférer par ordonnances. Après avoir donné une habilitation législative au gouvernement, pour un domaine tel que la réforme de la loi du travail, le Parlement aura perdu sa compétence législative. Il ne pourra qu’accepter ou refuser le projet présenté, mais en aucun cas l’amender.

La volonté de neutraliser le Parlement est renforcée par le projet de transformer la procédure accélérée en une procédure de droit commun. L’opération permet de réduire le nombre de navettes entre les deux chambres et réduit ainsi le temps consacré au débat parlementaire. Cette procédure d’exception deviendrait la règle. Même si cette réforme aboutit, le nouveau Président n’entend pas renoncer à la possibilité du « vote bloqué » qui permet au gouvernement d’engager la confiance, afin de faire adopter un projet de loi, sans vote de l’Assemblée. Ainsi, même si l’exception devient la norme, les procédures d’urgence seront maintenues.

La séparation des pouvoirs, mise à mal par des dizaines d’années de réformes concentrant les pouvoirs au sein de l’Exécutif, est ici complètement annihilée. Ces réformes aboutissent à un résultat qui aurait été apprécié par Boris Eltsine lui-même, la mise en place « d’un bon parlement, d’un parlement qui vote les lois et qui ne fait pas de politique. »

SUBORDINATION DE LA FONCTION EXÉCUTIVE

Le président a annoncé sa volonté d’utiliser son pouvoir de nomination, afin d’avoir bien en main la haute administration et au besoin de la remanier⁽³⁾. Cette volonté n’est pas sans effet. La haute administration joue un rôle important dans la gouvernance exercée par le pouvoir exécutif : préparation des projets de lois, mise en place des réformes. Elle peut disposer d’une certaine marge de manœuvre grâce à la continuité de l’action administrative. C’est avec une pratique existant depuis une vingtaine d’années, permettant à chaque nouveau Président de maintenir en poste nombre de directeurs déjà en place lors des gouvernements précédents, que rompt Macron.

En augmentant son emprise sur la fonction exécutive, afin de faire passer plus facilement des réformes européennes au détriment de la continuité de la politique nationale, Macron nous indique que le pouvoir exécutif, malgré son renforcement face au législatif et au judiciaire, ne travaille pas pour son propre compte, mais pour des institutions internationales, dont il est un simple relais. La future réforme du code du travail en est un bon exemple.

La restructuration actuelle du système de représentation partisan et de l’organisation des différents pouvoirs pourrait être formellement comparée à l’action opérée par le général de Gaulle, lors de la fondation de la Cinquième République. Cependant, en 1958, l’initiative gaullienne aboutit à un renforcement de la souveraineté nationale. L’opération du président Macron conduit à son contraire.

FIN DU SYSTÈME DES PARTIS

Qu’Emmanuel Macron se sépare du régime des partis politiques comme mode de gouvernance du pays ne fait pas de lui un candidat anti-système, car le « système » qui se met en place n’est plus celui des partis, mais bien celui d’une gouvernance politique directe des États nationaux par les acteurs économiques dominants et les structures politiques internationales.

La tendance à l’effacement du système des partis, explicite en ce qui concerne le PS, se vérifie aussi au niveau du parti républicain. Même si le processus de décomposition est moins avancé, il était déjà bien engagé, comme nous le montre le système des « primaires ».

Le candidat d'un parti n'est plus désigné par ses militants, mais élu par tout un chacun, dont les membres d'un parti concurrent. Ce ne sont plus les organisations politiques qui s'affrontent, mais de simples personnalités, non plus porteuses d'un programme, mais d'une image façonnée par les médias. Du choc des idées, on passe à la concurrence des images.

Nous nous trouvons dans une nouvelle configuration de la « scène politique », de l'espace de la représentation. Nous passons d'un système organisé autour d'un parti de masse dominant ou d'une structure binaire de deux organisations « alternatives », gauche et droite, à un mode de gouvernance qui abandonne le système des partis et qui, dans les faits et dans le langage, rejette le politique.

Une crise de représentation partisane n'est pas un phénomène unique dans le paysage politique français. Il existe plusieurs références historiques, dont celle du bonapartisme instaurant le Second empire, ou, plus près de nous, l'instauration de la Cinquième République en 1958 par le général De Gaulle. Cependant, le phénomène actuel est autre. Les deux exemples cités relèvent d'un coup de force extérieur face à l'appareil législatif. Aujourd'hui, nous assistons à un processus interne d'auto-démantèlement de l'ensemble de la structure d'État.

UN POUVOIR SANS MÉDIATION

Le phénomène de la candidature Macron montre une mutation dans l'exercice du pouvoir d'État, à savoir la fin de toute médiation avec la société civile. Les différents lobbies se substituent aux organisations politiques. Les grandes entreprises ont la capacité de faire valoir directement leurs prérogatives contre la grande majorité de la population, sans que la décision prise prenne la forme d'une quelconque défense de « l'intérêt général ».

Autrement dit, la classe économiquement et politiquement dominante devient également la classe régnante, celle qui occupe les devants de la « scène politique »⁽⁴⁾. La classe dominante gère directement ses intérêts et promotionne ouvertement ses candidats. Le processus de légitimation de cette procédure ne relève plus de la représentation, mais du *marketing*, la scène politique se confondant avec celle des médias.

La candidature Macron est ainsi le symptôme d'une société capitaliste avancée, dans laquelle les rapports sociaux sont complètement transformés en rapports entre choses, entre marchandises. Les divergences exprimées par les différents candidats se réduisent à la compétition des images, à la concurrence des marchandises. Ainsi, Macron se place hors langage. Chacun peut mettre ce qu'il veut entendre dans ce qui est dit. Il ne nous demande pas d'adhérer à un discours, mais de regarder son image et d'être en fusion avec elle.

« EN MARCHÉ » VERS UNE SOCIÉTÉ « MODERNE-LIQUIDE »

Il n'y a plus de place pour la confrontation de points de vue divergents, mais à un abandon de sa vie, privée et publique, afin de s'adapter aux changements permanents des rapports de production et à la fluidité renforcée des forces productives, c'est-à-dire aux exigences, constamment renforcées de la rentabilité du capital. Macron s'inscrit dans une idéologie de la « société moderne-liquide », telle qu'elle a été saisie par le sociologue Zygmunt Bau-

man, celle du changement permanent en vue de s'adapter à la fluidité des choses⁽⁵⁾. Alors, l'absence de cohérence interne du « programme » se présente positivement, comme une possibilité d'adaptabilité constante, comme une fluidité, a priori préexistante à la conscience des faits, permettant d'intégrer toute mutation. La réforme du Code du travail réalisée par le gouvernement Hollande, dans lequel il occupait un poste clé, en est une première étape. Casser le rapport de force et la capacité de résistance des travailleurs est la condition préalable pour réaliser leur adaptabilité permanente aux exigences du patronat. Non seulement Emmanuel Macron s'inscrit dans la continuité de l'action du gouvernement sortant, mais il la magnifie, lui donnant sa véritable dimension, celle de la « société liquide ». Cette dernière se caractérise par l'absence de projet précis, sinon de gouverner pragmatiquement. Ce type de gouvernementalité ne peut que donner une place encore accrue aux « experts », renforçant la tendance déjà bien affirmée de gestion de la chose publique par ordonnances, ainsi que par l'emploi de la procédure du vote bloqué, déjà abondamment utilisée par le gouvernement sortant.

Ici, point d'alternative, le « hors-système » se résume à une capacité revendiquée d'adaptabilité à toute mutation sociale, quelle qu'elle soit. La fluidité

exprimée se reflète dans le nom même de son mouvement « En marche ! », une injonction qui ne précise aucunement vers quoi elle se dirige, mais qui nous indique qu'il s'agit d'abandonner toute résistance à la machine économico-politique.

Jean-Claude Paye, sociologue

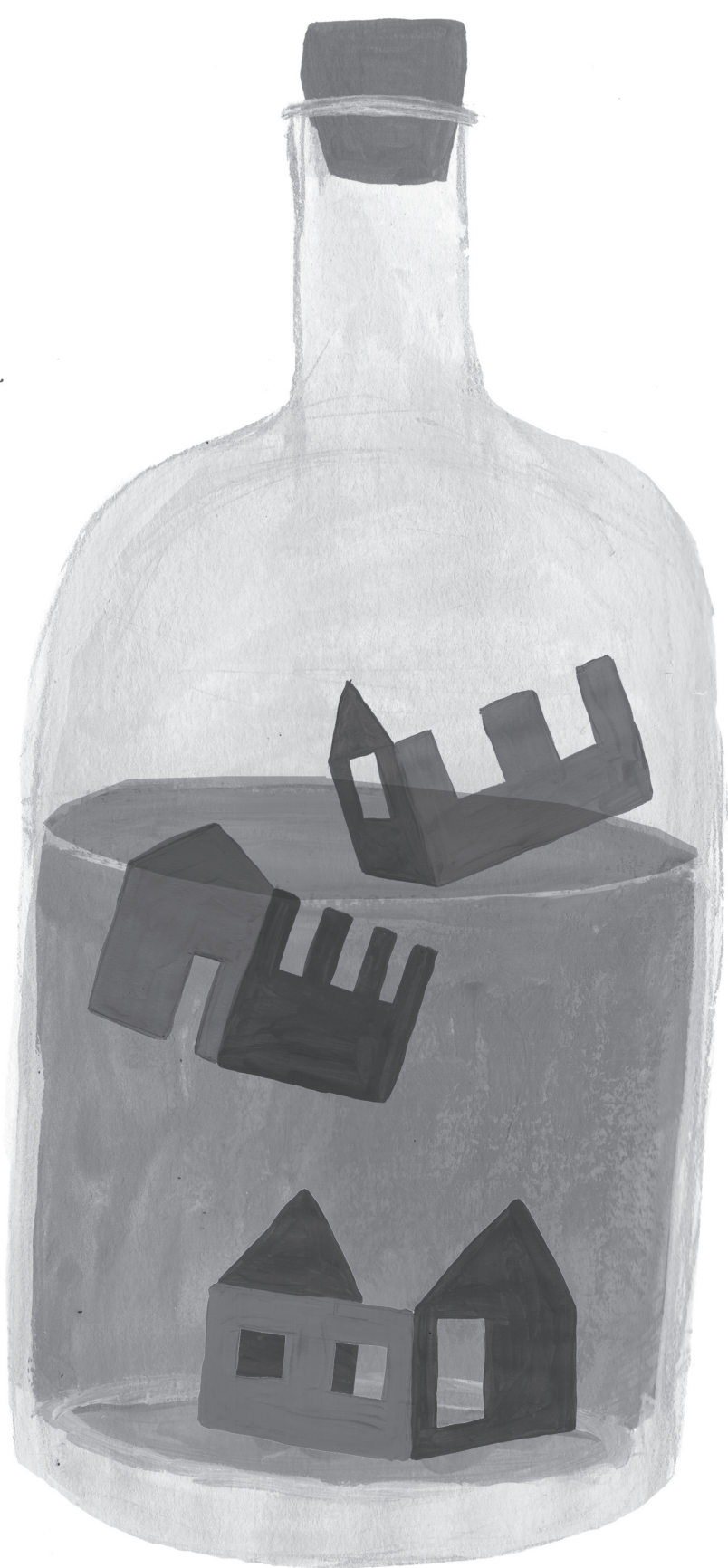


Illustration : Aurélie Deschamps

MODERNITÉ, POSTMODERNITÉ. OÙ SE SITUE LA DÉCROISSANCE ?

À première vue, le clivage philosophique entre modernité et postmodernité⁽¹⁾ a l'air d'être entendu. Selon Jean-Marie Domenach, la modernité est « *une "idée régulatrice" (ou dé-régulatrice), une culture, un état d'esprit (ensemble d'aspirations, de recherches, de valeurs) qui s'impose à la fin du XVIIIe siècle [...]* »⁽²⁾. Pour Myriam Revault d'Allonnes, « *la modernité se caractérise massivement par un mouvement d'arrachement au passé et à la tradition.* »⁽³⁾ On lui attribue la (re)mise à jour et la promotion des valeurs, buts ou idées suivantes : la raison, le scepticisme, l'autonomie, l'émancipation, le bonheur, l'égalité, la citoyenneté, la démocratie, la tolérance, les droits naturels et positifs, le développement des connaissances et de la puissance par la science et la technique, les explications causales et mécaniques (et non plus téléologiques), la linéarité du temps, l'économie politique, la laïcité, l'universalisme, la contingence, la révolution, la séparation entre nature et culture (i.e. le dualisme), l'anthropocentrisme⁽⁴⁾, la loi, les effets de masse, et le Progrès, nouvelle métaphysique succédant à Dieu et à la tradition. La modernité a transformé à la fois les manières de voir le monde et le monde que l'on voit, se définissant « *en quelque sorte comme son propre dépassement, comme la mise en question permanente de ses propres fondements* ». ⁽⁵⁾ Selon la formule de Habermas, la modernité restera donc un projet inachevé et inachevable.

La postmodernité⁽⁶⁾ émerge à partir des années 1960 et s'impose comme paradigme historique central après la chute du mur de Berlin (1989), qui clôt symboliquement le XX^e siècle. Elle est concomitante à l'avènement du néolibéralisme. On lui attribue la (re)mise à jour d'autres valeurs, objectifs et concepts : le règne de l'opinion (i.e. la doxa), le particularisme, le relativisme, le primat du langage (i.e. du signe) sur les faits, la déconstruction, la non-séparation (i.e. le monisme), le goût des paradoxes, la compétition, l'adaptation, l'arrogance, la gouvernance, la sécurité, l'hyper-individualisme, le développement personnel, l'absence de grands récits au profit de micro-récits (comme celui de la technoscience), le retour du temps cyclique, le rhizome, le systémisme⁽⁷⁾, l'information, la transparence, l'instabilité, la discontinuité, le Marché comme principe régulateur de la société et in fine l'extinction du processus historique, comme le prétendra Francis Fukuyama dans *La fin de l'histoire et le dernier homme* (1992).

Modernité et postmodernité à la fois se recoupent et se distinguent. Leurs points communs sont l'exaltation du changement dans un contexte de crise permanente⁽⁸⁾, la réflexivité, l'imitation monogénérationnelle en tant que fait social, le goût de la liberté (positive dans la modernité, négative dans la postmodernité), des sciences, des techniques, de la vitesse, etc. Sans risque de se tromper, on peut placer le marxisme du côté de la modernité. Le libéralisme tient successivement des deux paradigmes. Les premiers libéraux (1870-1970) apparaissaient comme modernes quand ils voulaient élargir leur modèle socio-économique à la planète entière, sur base de la rationalité instrumentale, en misant toujours plus sur un progrès technoscientifique présenté comme le nouveau récit des XIX^e et XX^e siècle. Apparus au grand jour dans les années 1970, les

néolibéraux sont postmodernes quand ils se recentrent sur l'individu, en promouvant l'hédonisme consumériste, en relativisant et encourageant tous les modes de vie, désirs et fantasmes individuels, à condition qu'ils n'empiètent pas sur la liberté d'autrui, soient reconnus par le droit positif et puissent être assouvis par des agents économiquement solvables sur un marché libre. Et la décroissance ? Est-elle moderne et/ou postmoderne ? Ou bien est-elle encore ailleurs ?

L'inventaire des représentations théologiques et philosophiques en Occident, qu'elles soient pré-modernes (grecques, judéo-chrétiennes), modernes ou postmodernes, est un chantier intellectuel passionnant auquel se consacre le mouvement de la décroissance depuis le début, et dont l'utilité première sera de nous permettre de sortir du cadre conceptuel de la modernité libérale. Tout n'est pas à rejeter, mais tout n'est pas non plus à conserver et à célébrer sous le prétexte que cela porte, par exemple, l'estampille des Lumières, que beaucoup de philosophes s'abstiennent de critiquer de peur de passer pour réactionnaires⁽⁹⁾. Rejeton de cette modernité, l'esprit critique nous invite à distinguer, trier, séparer. Toutes les anciennes distinctions ne sont plus adéquates. Ainsi, la décroissance dépasse le clivage progressiste/conservateur. Elle souhaite bien sûr voir des progrès sectoriels dans l'agriculture, les économies d'énergie ou la lutte contre les inégalités, par exemple. Ainsi, le progrès en agriculture ne ferait-il pas un détour par le passé ? Les techniques agricoles millénaires éprouvées ont plus à nous (ré)apprendre que les modifications génétiques portées par les agronomes de laboratoires. Le bœuf et le cheval sont énergétiquement plus performants que le tracteur. Alors, progrès ou conservation ? Plus exactement, voyons-y des « *possibilités progressistes de la tradition* », comme l'avance Matthew B. Crawford.

MODERNITÉ DE LA DÉCROISSANCE

Si la décroissance est en partie redevable de la modernité (cf. *infra*), elle n'a par contre rien à voir avec le mouvement du modernisme voué à la technoscience puisque, comme l'explique l'historien Marc Weinstein, « *le versant moderniste de la civilisation occidentale contemporaine repose non sur des valeurs qui enserrent la puissance, mais sur le culte de la puissance pour la puissance.* »⁽¹⁰⁾ Le modernisme évacué, voyons en quoi les décroissants⁽¹¹⁾ se rattachent à certaines valeurs de la modernité. Ils reconnaissent la part inconstructible⁽¹²⁾ et objective de la nature, son altérité irréductible. Pour autant certains objets sont-ils « hybrides », comme les dérèglements climatiques, qui certes relèvent d'une construction sociale mais sont avant tout un fait scientifique avéré reconnu par 97% des climatologues, tout en ayant une origine anthropique tout aussi avérée. Ils font appel à la raison « raisonnable » plutôt que rationnelle pour éventuellement calmer certaines tentations humaines qui amèneraient à flirter de trop près avec les limites qu'ils se sont promis de respecter. Ils croisent les connaissances dans tous les domaines pour poser le bon diagnostic qui nous permettra – peut-être – de sortir de l'impasse civilisationnelle. Ils espèrent universaliser la prise en compte de la finitude

des ressources, mais refusent l'universalisation de la maîtrise totale du milieu terrestre, une idée occidentale qui nous a amenés au bord du gouffre. Ils désirent articuler la liberté (dans le respect des limites écologiques et anthropologiques, cf. *infra*) avec l'égalité des conditions économiques. Inscrivons l'humanité, disent-ils, dans un ordre cosmique axiologiquement neutre qu'il faut prendre tel qu'il est. Par exemple, un tremblement de terre est assurément un fléau, mais pas une injustice en soi⁽¹³⁾. S'ils se méfient des effets de masse qui caractérisaient les sociétés totalitaires, ils font passer le bien commun avant les intérêts individuels. Ils préfèrent toujours la bonne vieille politique, malgré ses défauts, à la gouvernance technocratique-numérique-algorithmique. Ils déplorent le désenchantement du monde par la technoscience et ne croient plus à la notion de Progrès telle qu'elle fut théorisée au siècle des Lumières. Enfin, ils proposent leur nouveau récit pour le XXI^e siècle : la décroissance de l'empreinte écologique globale jusqu'à atteindre un seuil soutenable⁽¹⁴⁾, donc une transition vitale qui concernera d'abord les pays riches.

POSTMODERNITÉ DE LA DÉCROISSANCE ?

Dans quelle mesure la décroissance est-elle post-moderne ? À l'heure de la réification de l'homme par la convergence NBICS⁽¹⁵⁾, les décroissants veulent redonner toute sa place à la psyché humaine, au mystère de l'Être, dans une perspective de réenchantement du monde. Ils encouragent une certaine réflexivité qui ne suspend pas le nécessaire engagement, tout en reconnaissant qu'elle ne parvient pas à porter des fruits utiles jusqu'à présent, comme l'a vu Peter Sloterdijk : « *L'humanité a a priori des difficultés à apprendre parce qu'elle n'est pas un sujet mais un agrégat. [...] L'humanité n'a pas de moi, ni de cohérence intellectuelle, ni d'organe de vigilance fiable, ni de réflexivité capable d'apprendre, ni de mémoire commune qui fonde une identité.* »⁽¹⁶⁾

Tout change en surface, mais rien ne change fondamentalement. Ils plaident pour que le sens commun – ce mélange de sentiments, d'intuition et de raison – guide les décisions politiques prises démocratiquement. Ils respectent les cultures particulières car ils préfèrent la diversité humaine au règne planétaire de *l'homo*, qu'il soit *œconomicus*, *laborans*, *consumens*, *automobilis* ou *numericus*. Les universalistes les perçoivent ainsi comme relativistes, alors qu'ils proposent, pour sortir de cette dichotomie stérile, le beau mot-valise trouvé par le théologien Raimon Panikkar : le pluriversalisme. Chaque culture doit trouver sa propre voie pour aboutir à une société décente, démocratique, écologique et stable. S'ils n'ont rien contre les réseaux en soi – « réseautant » souvent eux-mêmes avec leurs pairs, même par Internet –, ils sont tout aussi conscients que la contraction de l'économie mondialisée nous forcera à relocaliser nos contacts sociaux comme nos activités productives. Les réseaux continueront à exister à échelle locale et régionale sans plus passer par un macro-système technique énergivore et aliénant. Les décroissants se méfient du mot d'ordre d'adaptation, précisément à la cage de fer du néolibéralisme et de l'économisme. Ils savent par contre que l'humanité devra s'adapter à des conditions climatiques et de pénurie

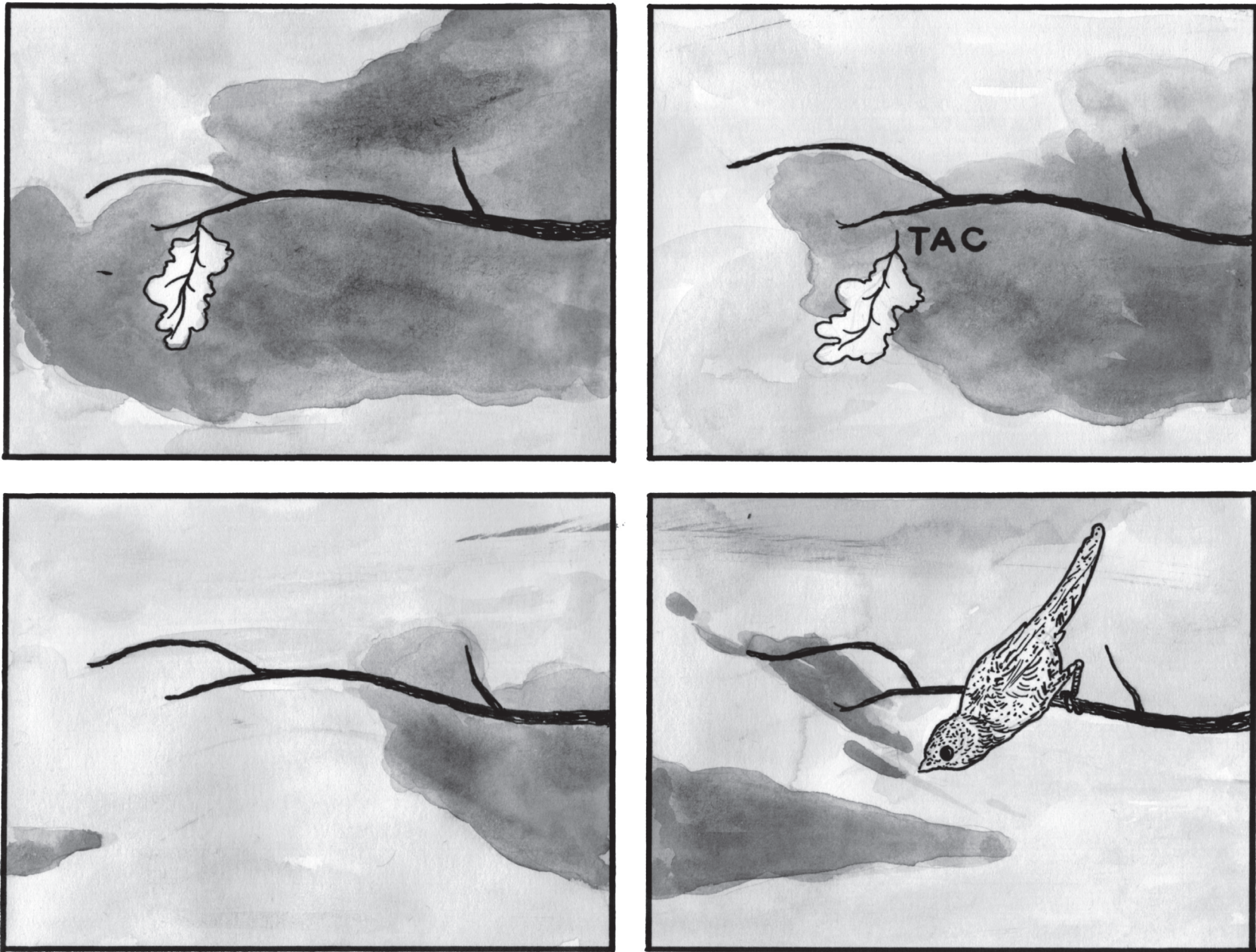


Illustration : Pierre Mercier

énergétique devenant de plus en plus hostiles à son confort de vie, puis à sa survie même. « *En fait, il n'y a même pas de solutions à chercher à notre situation inextricable (predicament), il y a juste des chemins à emprunter pour s'adapter à notre nouvelle réalité* », préviennent Pablo Servigne et Raphaël Stevens⁽¹⁷⁾. Le rapport à la sécurité doit être précisé. Les décroissants œuvrent à la vraie sécurité existentielle de tous quand ils prônent le partage immédiat des richesses existantes, la décroissance des dégâts, du travail salarié aliéné et des inégalités. Ils s'opposent par contre à l'idéologie sécuritaire, qui est une perversion de l'idée de sécurité, tout comme l'ordre moral est le contraire de la morale.

L'HYPOMODERNITÉ ET LES LIMITES

Là où la décroissance est tout autant éloignée de la modernité que de la postmodernité, et apporte une pierre essentielle à son édifice théorique, c'est

dans son insistance à prôner le sens des limites, un sens des limites qui était plutôt bien compris dans les sociétés pré-modernes et les préservait de la démesure⁽¹⁸⁾. Ces sociétés et communautés avaient de plus la capacité d'agir sur elles-mêmes, alors que l'économie-monde actuelle a perdu tout contrôle de son destin, malgré son volontarisme et ses algorithmes. Les décroissants réfutent tout autant le matérialisme historique des marxistes que la thèse de la fin de l'histoire des libéraux. L'histoire est toujours en marche (forcée, accélérée), mais n'est pas prédéterminée par de prétendues lois ; et pour la première fois à l'ère de l'anthropocène, elle doit faire place à un acteur déterminant que les modernes avaient refoulé : la nature.

Pour conclure provisoirement, avançons que la décroissance, tenant à la fois (un peu) de la modernité et (un peu moins encore) de la postmodernité, se trouve plutôt ailleurs : elle est post-développementiste et hypomoderne au sens de l'hypomodernité définie par Vincent de Gauléjac et Fabienne Hanique : « *La stabilité plutôt que le changement, le désœuvrement plutôt que l'hyperactivité, la perma-*

nence plutôt que l'instabilité, la continuité plutôt que l'immédiateté, la consistance plutôt que la liquidité. »⁽¹⁹⁾ N'est-ce pas là une voie (à branches multiples) pleinement désirable ?

Bernard Legros

(1) Si la définition de la modernité fait plutôt l'objet d'un consensus, il n'en va pas de même pour sa consœur la postmodernité, que d'autres auteurs préfèrent appeler surmodernité (Marc Augé), hypermodernité (Nicole Aubert, Paul Ariès, Vincent de Gauléjac, Frédéric Neyrat) ou encore modernité tardive (Hartmut Rosa, Michael Føssell). Par commodité, nous garderons le terme de postmodernité, même si les autres ne manquent pas d'intérêt.

(2) Jean-Marie Domenach, *Approches de la modernité*, Ellipses, 1986, p. 14.

(3) Myriam Revault d'Allonnes, *La crise sans fin*. Essai sur l'expérience moderne du temps, Seuil, 2012, p. 53.

(4) Plus exactement, Hicham-Stéphane Afeissa avance l'idée d'un double mouvement de naturalisation de l'humanité et d'historisation de la nature, in *La fin du monde et de l'humanité. Essai de généalogie du discours écologique*, PUF, 2014, p. 95.

(5) Dany-Robert Dufour, *L'art de réduire les têtes. Sur la nouvelle servitude de l'homme libéré à l'ère du capitalisme total*, Denoël, 2003, p. 58.

(6) Cf. Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne*, Les éditions de minuit, 1979.

(7) « *Ce que l'on appelle le systémisme apparaît au cours des années 1970 comme la synthèse de la cybernétique, de la théorie des systèmes et du structuralisme* », Sarah Guillet in *L'inventaire*, n° 4, automne 2016, p. 61.

(8) « *À chaque instant, le présent doit manifester l'irruption du nouveau* », in Myriam Revault d'Allonnes, op. cit., p. 51.

(9) « *Abandonnant tout espoir de changement réel, la plupart des intellectuels se complaisent dans l'autosatisfaction et la célébration de l'époque moderne, poussés par leur remarquable propension à s'identifier au vainqueur et à juger le monde d'après la place qu'il leur a personnellement réservée* », Matthieu Amiech et Julien Mattern in *Notes et morceaux choisis*, n° 8, « Le travail mort-vivant », La Lenteur, 2008, p. 19.

(10) Marc Weinstein, *L'évolution totalitaire de l'Occident. Sacralité politique I*, Hermann, 2015, p. 76.

(11) L'auteur de l'article se permet de parler au nom de ses pairs, en sachant que d'autres auront leurs propres vues et nuances sur la question.

(12) Cf. Frédéric Neyrat, *La part inconstructible de la terre. Critique du géo-constructivisme*, Seuil, 2016.

(13) Ce qui est injuste est d'être obligé de vivre dans un abri fragile à un endroit sismique.

(14) Évalué, à population constante, à 1,8 hectares par habitant.

(15) Nanotechnologie, biotechnologie, sciences de l'information et de la cognition, biologie de synthèse.

(16) Peter Sloterdijk, *La mobilisation infinie*, Seuil, 2000, p. 101.

(17) Pablo Servigne & Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*, Seuil, 2015, p. 252.

(18) Même si elles aussi exploitaient la nature à leur manière.

(19) Vincent de Gauléjac & Fabienne Hanique, *Le capitalisme paradoxant. Un système qui rend fou*, Seuil, 2015, p. 246.

PANTA RHEI !

PAS SORTIS DE L'AUBERGE !

Tout passe, dit Héraclite. Et c'est là une vérité universelle qui ne souffre aucune contestation. Rien de stable dans les univers infinis, dans le monde qui est le nôtre ; et en nous-mêmes pareillement, puisque de la naissance à la mort, le corps ne cesse de se transformer : du nourrisson incapable d'aucune initiative au vieillard paralysé par le poids des ans, « *Une vie passe le temps d'une étincelle* » dit Montaigne ; mais, dans le secret de nos cœurs, nous préférons croire, vainement, que nous sommes là pour toujours et nous ne pensons à la mort que de loin en loin, comme un événement vague et improbable. Et pourtant, on la voit bien, cette folle illusion quand, autour de nous, s'en vont les parents, les frères et les sœurs ; et les amis. Il en est ainsi de toutes choses et pour tous les êtres vivants. De la même manière, les entreprises humaines, les systèmes politiques, les Royaumes et les Empires, les régimes et les institutions ne sont là que pour « un certain temps ». Rome a été vaincue par les *barbares*, la grande Révolution de 1789 a aboli l'ancien régime monarchique, le système bolchévik, tout en donnant à rêver à des millions de prolétaires à sa naissance, s'est écroulé en quelques semaines à la suite de la destruction du mur de Berlin, le Reich de mille ans promis par Hitler n'aura duré que douze années, ne laissant derrière lui que ruines et désolation ; et des dizaines de millions de morts.

Bien évidemment, dans le chef des puissants et leurs affidés, les systèmes qu'ils instituent, les règles et les lois qu'ils promulguent, enfin, ce qu'ils édifient et construisent, ils en espèrent longue vie, voire l'éternité. Ainsi du Jupitérien et déjà quasi monarque fraîchement élu dans les conditions que l'on sait, Emmanuel Macron ; lequel, à l'instar d'autres dirigeants de par ce triste monde, entend bien pérenniser et donner toutes ses chances d'encore et partout dominer à l'odieux néo-libéralisme économique, qui est un système parmi d'autres et qui, de ce fait, est lui aussi voué à l'extinction. Mais les grands périls sont là, qu'il faudra bien avoir le courage d'affronter.

On sait maintenant que notre planète, si belle et si bleue vue de l'espace, a pratiquement déjà tout donné ou, plus justement, que nous lui avons déjà quasiment tout pris. Toutes les ressources, fossiles et autres, sont au bord de l'épuisement et nous sommes déjà entrés dans l'ère de la rareté, à laquelle succédera inéluctablement celle de la pénurie. Face à cela et malgré les alarmes, bien que tel ministre de l'écologie en appelle à la prise de conscience générale, on en voit d'autres, de l'économie, du budget, que sais-je, se féliciter et se réjouir de voir « la reprise » s'amorcer et les affaires aller de mieux en mieux et, corrélativement, les dirigeants des grandes entreprises se mettre sans vergogne des millions de dollars ou d'euros dans les poches ou ailleurs ; cela ne regarde pas le petit peuple. Qui en est encore à vivre ou vivoter, selon ses moyens, passant une bonne partie de son temps à déambuler dans les galeries marchandes, à dépenser l'argent devenant de plus en plus rare pour certains ; bref, à continuer d'aller, sans état d'âme, son chemin de consommateur plus ou moins repu, comme si de rien n'était.

Mais qui, comment, ou quels vastes et irrésistibles mouvements attendre qui pourraient accomplir l'inéluctable basculement ?

Certes, on fait remarquer que le « bio » a de plus en plus de succès – les grands magasins ont désormais leur *rayon nature*, plus ou moins bien fourni ; les circuits courts et les achats groupés sont dans l'air du temps ; on peut bien s'en réjouir mais on est loin de l'engouement généralisé. Pour l'essentiel et pour beaucoup de nos contemporains, les habi-

tudes et les injonctions des publicitaires au toujours plus de n'importe quoi restent, hélas ! bien ancrées. Où l'on voit que, de ce point de vue, nous sommes loin d'être *sortis de l'auberge* et encore, il s'agirait d'en trouver la porte. Il s'en trouve pour, au moins, la chercher : ces partis ou mouvements politiques, aux effectifs encore bien modestes mais qui à l'exigence de justice, ajoutent celle de la prise en compte des impératifs environnementaux. Mais pour le reste, on le voit aussi, les partis traditionnels en sont encore et toujours aux vieilles recettes, usées et inefficaces, pour répondre aux exigences et aux urgences de l'heure.

Nous sommes donc là devant une alternative cruciale, au point de jonction ou, si l'on préfère, à l'entre-deux d'un vieux monde et d'un monde à venir qui devra en finir avec l'ancien. Mais qui, comment, ou quels vastes et irrésistibles mouvements attendre qui pourraient accomplir l'inéluctable basculement ? Et si les forces dominantes d'aujourd'hui en venaient à imposer une tyrannie de l'argent de plus en plus féroce et une lutte de plus en plus âpre pour la simple survie de millions de gens ? Où sont, comment faire advenir les élites éclairées et conscientes susceptibles de contrarier et mettre en échec les visées fatales qui nous mènent à des désastres dont l'ampleur serait sans précédent dans la courte et dérisoire période qui aura vu l'humanité naître, croître et, finalement, disparaître de la surface de la terre ? Autant de questions auxquelles il est impossible de répondre. Une chose est sûre et nous en revenons au grand principe héraclitéen : tout cela passera. Gigantesque et terrible sera le dénouement final de notre présence à la surface de ce globe ; les passagers du vaste et splendide vaisseau qu'il était disparaîtront en même temps que disparaîtront les milliers d'espèces d'animaux qui, déjà, là et maintenant et pour beaucoup, sont en voie d'extinction, par notre seule faute. Celles et ceux qui, comme moi, avaient vingt ans en 1968, auront au moins cette chance d'avoir rejoint les étoiles avant que tout cela advienne...

Jean-Pierre L. Collignon



Illustration: Almudena Pano

QUAND LES CATASTROPHES FONT PERDRE LA TÊTE

À la suite de catastrophes naturelles ou industrielles, l'habitude des médias est de faire le bilan des pertes humaines et de chiffrer les dégâts matériels. Mais de nombreux survivants souffrent d'autres séquelles qui persistent longtemps après les catastrophes...

Quelles soient naturelles, accidentelles ou terroristes, les catastrophes sont soudaines, écrasantes et souvent meurtrières. Les dommages économiques peuvent se chiffrer en milliards et les victimes par milliers. En 2005, l'ouragan Katrina a tué 1.836 personnes⁽¹⁾ et coûté la bagatelle de 160 milliards de dollars aux contribuables américains⁽²⁾, soit l'équivalent de près de 1 % du PIB du pays. En 2011 à Fukushima, on comptabilisa 2.129 morts et une ardoise de 626 milliards de dollars, soit le triple des premières estimations du gouvernement japonais⁽³⁾.

Cependant, derrière ces chiffres « froids » se cache une autre réalité beaucoup plus difficile à appréhender : les conséquences psychologiques post-traumatiques. Le sujet est pourtant fondamental, car pour reconstruire et se préparer aux catastrophes suivantes (car il y en aura), il faudra se forger un moral d'acier, ce qui implique d'abord de comprendre ce qui se trame et de pouvoir se remettre de tels chocs.

Il existe des centaines d'études de psychiatrie sur les effets des catastrophes⁽⁴⁾. La première réaction des victimes, la plus typique, est l'engourdissement ou le déni. Dans un deuxième temps, le choc peut provoquer un état de stress intense (choc, trauma), puis des réactions plus durables comme anxiété, irritabilité, désespoir, apathie, perte d'estime de soi, culpabilité, dépression, confusion, insomnie, troubles alimentaires ou encore difficultés à prendre des décisions. Un processus de deuil commence alors et dure généralement deux ans au minimum⁽⁵⁾. Si certains s'en remettent, d'autres peuvent rester avec un « syndrome de stress post-traumatique » (PTSD) qui engendre de graves difficultés (drogue, violences, suicides, etc.).

Dans les syndromes plus discrets, mais non moins importants, notons aussi que la destruction de paysages connus peut faire naître un sentiment de perte et de désolation nommé « solastagie », fréquemment ressenti par les migrants ou les communautés dont le milieu a été ravagé (les Inuits, par exemple). Lorsque ces pertes affectent des objets personnels à forte valeur sentimentale ou symbolique, certaines personnes ressentent aussi un effacement de leur identité, ce qui implique une moindre confiance en soi et des difficultés à s'adapter et à affronter l'avenir. Enfin, un sentiment d'« écoanxiété » peut apparaître lorsque les catastrophes rendent incertain le sort des générations futures, ce qui se traduit par des sensations d'abandon, de fatalisme et de résignation.



Illustration: Olivier Spinevine

mutuelle ». À cette condition, *pendant et après les événements*, des comportements de partage, d'entraide, de solidarité et d'altruisme (aussi bien matériels qu'émotionnels) pourront émerger très facilement⁽⁷⁾. Enfin, *pendant la phase de reconstruction*, des mesures qui favorisent le tissage de liens sociaux (comme la « socialisation informelle » ou la participation aux opérations de sauvetage et de reconstruction) diminueront les syndromes post-traumatiques (déclin cognitif et dépression).

Un bon « capital social » participe à la résilience des communautés de deux autres manières : en permettant aux victimes de mieux faire connaître leurs besoins *après* la catastrophe ; et en empêchant les exils, accélérant ainsi les efforts de reconstruction⁽⁸⁾. Et s'il faut migrer, alors n'hésitons pas à suivre les recommandations d'un rapport de 2014 de l'Association Américaine de Psychologie sur les conséquences physiques et psychiques du changement climatique : dans les kits à se faire en cas d'urgence, en plus de la nourriture, de l'eau et des médicaments, les experts recommandent de ne pas oublier « *des items religieux ou spirituels, des images, des couvertures et des jouets pour les enfants [...], des objets récréatifs comme des livres ou des jeux, et du papier et des crayons pour coucher sur papier les informations importantes* »⁽⁹⁾. Voilà peut-être ce qui distingue la survie... de la vie.

Attardons-nous un instant sur une récente étude qui montre qu'une catastrophe peut provoquer des symptômes assez discrets mais très persistants chez les plus âgés. Pour la première fois, des chercheurs de l'université Harvard ont pu comparer la santé d'une population avant et après un grand désastre⁽⁶⁾. À Fukushima, sept mois avant le tsunami et l'accident nucléaire, les scientifiques ont interrogé des « seniors » d'Iwanuma, une petite ville située à environ 80 kilomètres à l'ouest de l'épicentre du tremblement de terre, où près de la moitié de la superficie a par la suite été inondée. Deux ans et demi après la catastrophe, les chercheurs ont pu refaire la même enquête...

Sur les 3.566 survivants âgés de 65 ans et plus, plus d'un tiers a déclaré avoir perdu des proches (parents et/ou amis) et 58,9 % avoir subi des dommages matériels. Dans l'enquête pré-tsunami, 4,1 % des répondants montraient des symptômes de démence. Après le tsunami, ils étaient 11,5 %, et le nombre de personnes déclarant *ne pas interagir* avec des voisins a doublé, passant de 1,5 % à 3 %. Celles et ceux dont la maison a été détruite et qui ont été placés dans des logements temporaires, ont subi un plus fort déclin cognitif. Plus précisément, la diminution des interactions sociales informelles entre amis et entre voisins semble jouer un rôle important dans l'augmentation des cas de démence. Paradoxalement, la perte de proches ne semble pas avoir de conséquences sur les capacités cognitives des survivants.

Déracinement, relogement, camps de réfugiés, migrations, tout cela participe à la fragmentation des liens sociaux qui nous maintiennent vivants et résilients. Ainsi, *avant les catastrophes*, tout le travail consiste à maintenir des liens sociaux actifs et fréquents. Au sein des communautés (voisinage, famille, écovillage, quartier, etc.), il s'agit d'apprendre à cultiver des relations de réciprocité et de confiance ainsi que des « normes d'assistance

Pablo Servigne & Raphaël Stevens

- (1) J. Brunkard et al., « Hurricane Katrina deaths, Louisiana, 2005 », *Disaster Medicine and Public Health Preparedness*, vol. 2, n°4, 2008, pp. 215–223.
- (2) K. Quealy, « The Cost of Hurricane Harvey: Only One Recent Storm Comes Close », *The New-York Times*, 01/09/2017.
- (3) A. Hasegawa et al., « Emergency Responses and Health Consequences after the Fukushima Accident: Evacuation and Relocation », *Clinical Oncology*, vol. 28, n°4, 2016, pp. 237–244 ; « Real cost of Fukushima disaster will reach ¥70 trillion, or triple government's estimate: think tank », *The Japan Times*, 01/04/2017.
- (4) Y. Neria et al., « Post-traumatic stress disorder following disasters: a systematic review », *Psychological medicine*, vol. 38, n° 4, 2008, pp. 467 480.
- (5) C. Fauré, *Vivre le deuil au jour le jour*, Albin Michel, 2012.
- (6) H. Hikichi et al., « Increased risk of dementia in the aftermath of the 2011 Great East Japan Earthquake and Tsunami », *PNAS*, vol. 113, n°45, 2016, pp. E6911–E6918.
- (7) J. Lecomte, *La bonté humaine, altruisme, empathie, générosité*. Odile Jacob, 2012.
- (8) D.P. Aldrich, *Building resilience: social capital in post-disaster recovery*, The University of Chicago Press, 2012
- (9) S. Clayton et al. (2014). *Beyond storms & droughts: The psychological impacts of climate change*. American Psychological Association & ecoAmerica, p 37.

BÂTISSONS ENFIN UNE VRAIE DÉMOCRATIE

Depuis quelque 200 ans on nous présente le système électoral comme summum de la démocratie, à tel point que dans nos têtes, nous ne sommes plus capables d’imaginer qu’un autre système puisse mieux fonctionner au profit de l’ensemble de la population. Pourtant, lorsqu’on prend la peine de réfléchir à la question, on en vient à constater que nous sommes certes dans un régime électif, mais qu’il n’est pas démocratique. Notre régime est une oligarchie (dirigé par une classe dominante). C’est même une ploutocratie. Les plus nantis dictent leurs lois au plus haut niveau, au travers des lobbies qu’ils financent.

En observant le fonctionnement de nos régimes, on ne peut qu’arriver à la conclusion que le modèle électif multipartite ne peut structurellement pas être démocratique. Ce n’est pas un fait nouveau. Comme le fait remarquer David Van Reybrouck dans *Contre les élections*, ce régime a été choisi pour son caractère aristocratique qui permettait de sauvegarder un certain nombre de privilèges de l’ancien régime. Il permet aujourd’hui de protéger l’oligarchie financière.

Beaucoup de personnalités politiques ont des qualités morales indéniables et une réelle volonté de se mettre au service de la communauté. C’est la structure même du système électif qui ne permet pas qu’il fonctionne au profit de l’ensemble des citoyens. J’ai identifié dix facteurs qui provoquent cette situation.

- 1° Le calendrier électoral détermine les priorités. En toutes circonstances, le premier objectif des partis, des candidats et des élus est le pouvoir. C’est parfaitement légitime. Sans être élu, impossible de défendre et d’appliquer un programme politique. Tout ce qu’une opposition peut faire, c’est du vent. La promesse de Cameron d’un référendum sur l’appartenance à l’Europe n’est qu’un exemple des aberrations auxquelles peut conduire cet impératif électoraliste.
- 2° Quelles que soient ses capacités intellectuelles, sa formation, et même son engagement politique, l’électeur ne dispose d’aucune possibilité de voter rationnellement. La plupart des électeurs affirmeront qu’ils votent en connaissance de cause, en toute indépendance et en s’étant informés de manière parfaitement fiable. C’est une affirmation parfaitement présomptueuse et j’en arrive à dire que seuls ceux qui refusent de voter ont raison. Le deuxième acte du Brexit, le référendum, illustre magistralement ce deuxième travers rédhibitoire de notre modèle de gouvernance. Les électeurs n’ont pas choisi la sortie de l’Union en fonction de faits établis, mais en fonction de rumeurs ou d’une propagande parfois mensongère. On pourrait imaginer que ce vote soit justifié par un constat simple et objectif comme : « *l’UE est trop grande pour fonctionner correctement* », une opinion que je partage. En fait, il a résulté, pour le « oui » comme pour le « non », d’une totale subjectivité tout au plus liée à la vague impression qu’il serait possible de mieux vivre soit en votant blanc, soit en votant noir.

- 3° Les compétences nécessaires pour gagner des élections ne sont pas les mêmes que celles permettant de gouverner efficacement. Gagner les élections suppose du charisme et une capacité de communiquer. Gouverner nécessite de savoir analyser des dossiers avec un maximum d’esprit critique, une imagination permettant d’anticiper les conséquences des décisions et de savoir animer une équipe. Certaines personnes cumulent ces capacités, mais ce type de profil est rare.
- 4° Loin d’être un rempart contre les dictatures, l’histoire a démontré que le système électoral peut mener au pouvoir des monstruosité telles le nazisme ou des individus sans aucune moralité, voire des psychopathes.⁽¹⁾
- 5° Selon une étude de l’Académie des Sciences (USA), le fait de gagner une compétition dans laquelle on s’est investi entraîne une propension plus grande à adopter ultérieurement des comportements malhonnêtes. L’étude montre également que cet estompement des normes sociales n’est pas observé lorsqu’il s’agit du résultat d’une loterie.
- 6° Dans les années 1980, l’autorité sur la politique monétaire, qui constitue l’un des leviers essentiels de tout gouvernement, a été confisquée aux pouvoirs élus. Elle a été confiée aux banques centrales, pour la séparer quasi totalement des autres politiques. Ce qui apparaît comme une absurdité se justifie pour éviter les mouvements de *stop and go* économiques rythmés par le calendrier électoral.
- 7° La crainte de déplaire à une part de l’électorat empêche les élus de voter des lois qui sont indispensables. Je songe par exemple aux voitures de société qui continuent à être encouragées, alors que nous sommes contraints de réduire nos émissions de CO₂ pour donner une chance de bien-être aux générations futures, voire une chance de survie à de nombreuses espèces vivantes, dont l’homme.
- 8° Les campagnes électorales, même dans des pays où ces dépenses sont plus ou moins contrôlées ou partiellement financées par l’État, créent des liens de dépendance particulièrement malsains vis-à-vis des pourvoyeurs de fonds. Les intérêts que les élus bénéficiaires défendront seront par conséquent ceux des plus nantis qui ont permis leur

- élection et qui financeront leur campagne électorale suivante. Ces liens malsains ouvrent la porte à des démarches ultérieures de corruption qui peuvent parfois prendre la forme d’engagements professionnels à des postes très bien rémunérés dans des entreprises privées, en remerciement des services rendus.
- 9° La mise en œuvre de la plupart des politiques s’étend sur des durées incompatibles avec la périodicité électorale. De ce fait, des dépenses relativement accessoires, mais susceptibles d’assurer une visibilité en temps électoralement utile, sont privilégiées par rapport à des choix dont les effets sont socialement bien plus importants, mais ne se manifesteront que des décennies plus tard.
- 10° Un mode de gouvernement de confrontation tel que le nôtre ne permet pas de profiter des mécanismes d’intelligence collective. Les conditions nécessaires à leur développement n’y existent pas : primo, il n’y a pas de communauté d’intérêt car chaque individu et chaque parti rame d’abord dans son propre intérêt ; secundo, il n’y a pas d’adhésion fondée sur des buts communs ; tertio, il n’y a pas de confiance mutuelle entre les membres. Tout au contraire, les conditions existantes sont très exactement celles qui empêchent l’émergence de ces mécanismes.

LA MODERNITÉ DE L’ANCIEN RÉGIME

Ces différents facteurs aboutissent à ce que notre système politique soit une reproduction assez fidèle de l’ancien régime, à deux nuances près.

- Les vrais dirigeants ploutocrates, ceux qui *semblent* tirer les ficelles du système, pas les représentants politiques, se situent au niveau mondial plutôt qu’au niveau de pays. Leur capacité de nuisance en est décuplée et leur déconnexion des réalités de la moyenne de la population est quasi totale.
- Dans l’ancien régime, il existait une prétention autoproclamée à être les « meilleurs » gouvernants. C’est le sens du mot aristocratie. Souvent, du moins au niveau local, cette prétention se traduisait par un paternalisme protecteur du peuple qui n’empêchait évidemment pas l’enrichissement personnel. Dans le modèle électif mondialisé, seul le profit maximal guide les décisions. Lorsque j’écris que les

ploutocrates *semblent* tirer les ficelles, c'est qu'en réalité ils ne font rien d'autre politiquement que de rechercher la maximalisation de leur profit, sans aucune autre considération. Ils peuvent donc être remplacés par des algorithmes et c'est bien ce qui se passe au travers de l'exploitation des *big data*. Cette exploitation se fait de plus en plus souvent par des algorithmes d'intelligence artificielle dits « neuronaux profonds » dont le fonctionnement interne est totalement opaque, même pour leurs concepteurs. Même si ces processus intègrent des paramètres géopolitiques, voire environnementaux pour éviter de provoquer des révoltes nuisibles au profit, ils assurent la pression la plus élevée possible sur la moyenne des populations. Leur fonctionnement part du principe que si les riches gagnent plus, tout le monde en profite. Cette thèse de l'école économique de Chicago est de plus en plus décriée, malgré les multiples pseudo-nobélisations de ses membres.

Je suis arrivé à ce constat après plusieurs années d'engagement politique réel, mais sans mandat électif ni revenu. La conclusion qui s'est imposée est qu'il faut tirer profit du « grand chambardement » en cours pour supprimer le système électif multipartite et le remplacer par autre chose. C'est la seule manière de réduire les risques d'instauration de dictatures un peu partout dans le monde. Dans les périodes troublées, ce type de gouvernement apparaît quasi spontanément. Dans la tourmente, les peuples éprouvent le besoin de se trouver des leaders charismatiques, le plus souvent contre leur propre intérêt. C'est le triomphe des regroupements sur des thèmes irrationnels propres à générer les conflits et les guerres. J'ai tout d'abord pensé que la sociocratie pouvait offrir une alternative au système électoral. Elle est fondée sur des cercles pratiquant la communication non violente (CNV) dont les membres siègent sur un strict pied d'égalité. Les décisions se prennent par consentement. Le consensus exige que chacun marque son accord (tout le monde doit dire « oui »). Cela aboutit très rapidement à des blocages. En sociocratie, la recherche du compromis permet de lever les objections. Tout le monde ne doit pas dire « oui », il suffit que plus personne ne dise « non ». C'est une approche séduisante, mais qui paraît difficilement applicable au-delà de groupes humains de quelques dizaines de milliers de personnes. Un empilement de cercles sociocratiques interdépendants depuis les quartiers ou les villages jusqu'au sommet de l'État m'a paru, à notre stade d'évolution sociale, un rêve difficile à appliquer.

Pour développer une approche vraiment démocratique permettant de répondre à la fois au besoin de dirigeants compétents et à la prise en compte des impératifs des différentes couches de la société, je me suis inspiré des mécanismes de l'évolution. J'ai donc imaginé une approche politique se fondant sur les moteurs de la vie : le hasard, la coopération et la sélection. Il convient de remarquer que ces trois mécanismes sont quasi inutilisés dans le modèle électif. L'arrivée d'une personnalité à un poste électif doit fort peu au hasard et beaucoup à l'appartenance à une caste ou à une famille. Nous avons vu que la coopération est quasi impossible dans ce modèle de confrontation permanente ; quant à la sélection, les élus sont quasi indéboulonnables. Le modèle que je préconise dans mon livre à paraître dans quelques mois, part d'un tirage au sort parmi des volontaires ; donc des personnes qui pensent, à tort ou à raison, pouvoir apporter quelque chose à leurs concitoyens. Cette loterie désignera un nombre égal d'hommes et de femmes dans chaque arrondissement, donc une parfaite parité des genres. Leur nombre total correspondra à 50 % de l'assemblée à constituer. Durant une demi-législature, ils seront suppléants et bénéficieront de facilités de formation à la sociocratie (obligatoirement), aux langues et à toute matière correspondant à leurs centres d'intérêt politique. La participation à ces formations pourra bénéficier de jetons de présence. Ceux qui n'auront pas été appelés à remplacer un représentant effectif défaillant de leurs sexe et arrondissement attendront le renouveau

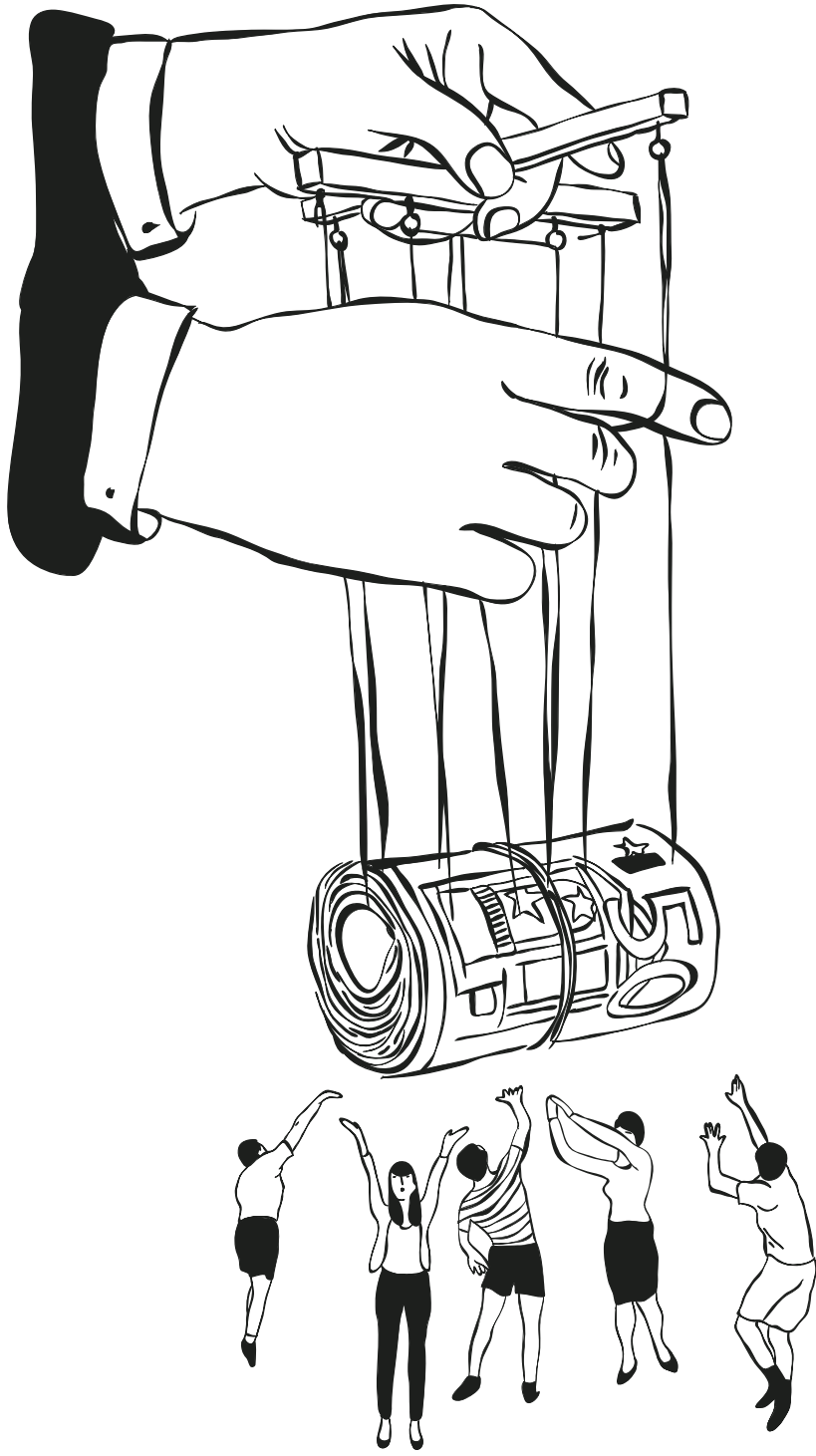


Illustration : Aurélie Garnier

lement par moitié de l'assemblée pour devenir représentants effectifs jusqu'à la fin de leur mandat. Chercher un système démocratique idéal revient à résoudre la quadrature du cercle. D'une part, il faut faire émaner le pouvoir de l'ensemble des couches sociales et des diverses régions d'un pays, afin que les préoccupations liées aux impératifs des différents modes de vie soient représentées au mieux. D'autre part, l'exercice du pouvoir nécessite de multiples compétences et une capacité d'adaptation à des situations évolutives.

En théorie, une aristocratie éphémère et révoicable serait un modèle idéal. Être dirigés par « les meilleurs » paraît en effet un but souhaitable, sauf que les critères d'identification des gouvernants les plus qualifiés sont indéfinissables. Le double processus que je propose cherche à s'approcher de cet idéal. Le tirage au sort parmi des volontaires sans antécédents judiciaires et dont les revenus ne dépassent pas un plafond de « malhonnêteté probable », représente un premier filtre de qualité. Il est certes imparfait mais bien réel. Même si les revenus des représentants du peuple seront enviables, ceux qui se porteront volontaires sauront que le processus sociocratique pourrait entraîner leur éviction si leur engagement ou leur efficacité sont par trop insuffisants. C'est un deuxième filtre. Il convient de remarquer qu'à tous les niveaux de la société il existe des compétences qui restent sous-exploitées car elles ne se sont pas fondues dans le moule social standard. Ni les diplômés ni la fortune ni la naissance ne sont garants de la capacité de gouverner au profit de tous. Par contre un mécanisme de tirage au sort parmi des volontaires peut faire émerger des personnalités ayant une expérience de vie ou une forme d'intelligence de nature à contribuer au « bon gouvernement » efficace pour tous. Des profils brillants électoralement handicapés, peuvent émerger

et contribuer efficacement à la chose publique. Je songe par exemple à des personnes handicapées, défigurées, à des gens pleins d'idées qui s'expriment difficilement en public, voire des hauts potentiels que l'enseignement n'a pu valoriser et que la société a relégués dans des tâches qui n'exploitent pas leurs capacités.

Je ne m'étendrai pas plus sur les mécanismes que je développe dans mon livre et qui sont de nature à conduire les personnes les plus compétentes aux postes de pouvoir les plus élevés : vous ne prendriez plus la peine de le lire !

C'est donc un système démocratique parfait que je propose ? Bien sûr que non ! Rien de ce qui est vivant n'est parfait et il est heureux qu'il en soit ainsi. Mais, comme je l'écris dans mon futur livre, « *entre le pire des régimes politiques (le nôtre) et l'utopie d'une organisation politique parfaite il existe un champ énorme où faire pousser plein de fleurs de bonheur, de connaissances et de bien-vivre. Un champ de possibles qu'il est totalement indigne de ne pas semer* ».

Mais je sens que malgré toutes les preuves qui s'accumulent chaque jour depuis quelque 200 ans, vous n'êtes pas encore convaincus que nous sommes dans le pire des régimes politiques. C'est normal. J'ai moi-même mis plus de cinquante ans à en être convaincu, tant on nous a bourré le crâne de l'oxymore « démocratie électorale ».

Jean-Pierre Wauters

(1) Selon Andrew M. Lobaczewski (*La ponérologie politique* éd. Pilule Rouge), ces individus totalement incapables de ressentir la moindre compassion, semblent avoir des capacités de manipulation qui facilitent leur accession au pouvoir.

LA FABLE DU LIBÉRALISME

ENTRETIEN AVEC DANY-ROBERT DUFOUR

Si comprendre la situation présente implique nécessairement de sortir de l’instant, de se poser, de s’extraire de l’empressement moderne, du cycle court et répétitif bagnole-boulot-dodo-vacances, et de réfléchir, c’est avec des penseurs comme Dany-Robert Dufour que nous pouvons le faire et avancer dans notre analyse du monde et la compréhension de nous-mêmes.

Philosophe, auteur de nombreux ouvrages, son anthropologie du libéralisme nous éclaire face au vide sidéral de la sphère médiatico-politique.

Kairos : L’organisation de la cité devrait normalement reposer sur la maîtrise des passions, la tempérance, alors que si on se promène, ne fût-ce qu’ici à Paris, on se rend compte que c’est tout à fait le contraire, qu’on est plutôt dans une société où on exalte les passions, où on nous pousse à consommer toujours plus, mais avec aussi cette impression d’être dans un jeu schizophrénique où l’on nous dit : « *consommez mais faites attention à l’environnement* », « *mangez nos crasses industrielles mais pas trop en abondance* »... Comment analysez-vous cette situation ?

Dany-Robert Dufour : J’ai fait un travail sur la naissance du libéralisme, tentant d’écrire une anthropologie critique de ce courant de pensée, situé généralement dans les Lumières européennes, pas les Lumières allemandes qui proposaient au contraire une maîtrise des passions et des pulsions, mais plutôt ce qu’on appelle les Lumières anglaises, et plus précisément les Lumières écossaises. J’ai beaucoup travaillé sur un auteur qui est très peu lu, pourtant extrêmement célèbre au XVIII^e et au XIX^e siècle. Cet auteur, Bernard Mandeville, qui a écrit en 1705 *La fable des abeilles*, était un médecin d’ori-

gine française ayant fait ses études dans les Provinces unies, ce qu’on nomme les Pays-Bas, et était parti à Londres pour devenir ce qu’on appelait « médecin de l’âme ». C’est de cette façon qu’il s’intéressa aux gens qui étaient pris de passions soit tristes, mélancoliques, hypocondriaques, etc.

Cette fameuse *Fable des abeilles* lui est venue alors qu’il avait traduit, en Angleterre, les fables de La Fontaine, antérieures de quelques décennies. La pensée qui obsédait Mandeville en tant que médecin de l’âme était celle de savoir ce que font les gens qui souffrent de troubles psychiques une fois qu’ils vont mieux. Pour qu’ils aillent mieux, il avait trouvé une thérapie très intéressante, non pas des saignées, procédé habituel à l’époque, mais les faire parler. Il a de cette façon soigné ou réduit les peines de femmes souffrant d’hystérie, et des hommes souffrant d’hypocondrie, etc..., qui la plupart du temps étaient prises dans des carcans moraux les réfrénant dans leurs pulsions. C’est très intéressant parce que l’on passe du champ de l’économie psychique à celui de l’économie marchande.

La morale de la *Fable des abeilles* est que les vices privés font la fortune ou la vertu publique.

Quand on libère les vices privés, la richesse s’accroît, le sujet veut plus, n’a plus de freins moraux et est moins limité dans ses désirs. Cette idée va travailler tout le libéralisme anglais et, cinquante ans plus tard, Adam Smith, le fondateur de l’économie politique dite scientifique, va écrire *La richesse des nations* dont Lacan dira que « *Il ne parle pas du tout de la richesse des nations, il parle de la richesse des banquiers* ».

C’est un scandale au XVIII^e siècle, tellement important que *Fable des abeilles* sera interdite par le grand jury de Londres ; en France, quand elle a été traduite vers 1740, d’abord par la maîtresse de Voltaire, Madame Duchatelet, puis par un autre traducteur, la proposition est aussi apparue comme proprement scandaleuse. Alors que nous étions depuis l’antiquité dans une morale qui disait : « *Calmez-vous si vous voulez que le lien social, la civilité, fonctionne à peu près, il faut que vous puissiez agir dans certaines bornes, il faut vous maîtriser. Et si vous ne vous maîtrisez pas, nous vous maîtrisons et on vous mettra en prison ou ailleurs, pour vous calmer* », la proposition de Mandeville apparaît comme la promotion et la libération des vices privés : « *Faites tout ce que vous voulez et ça ne*

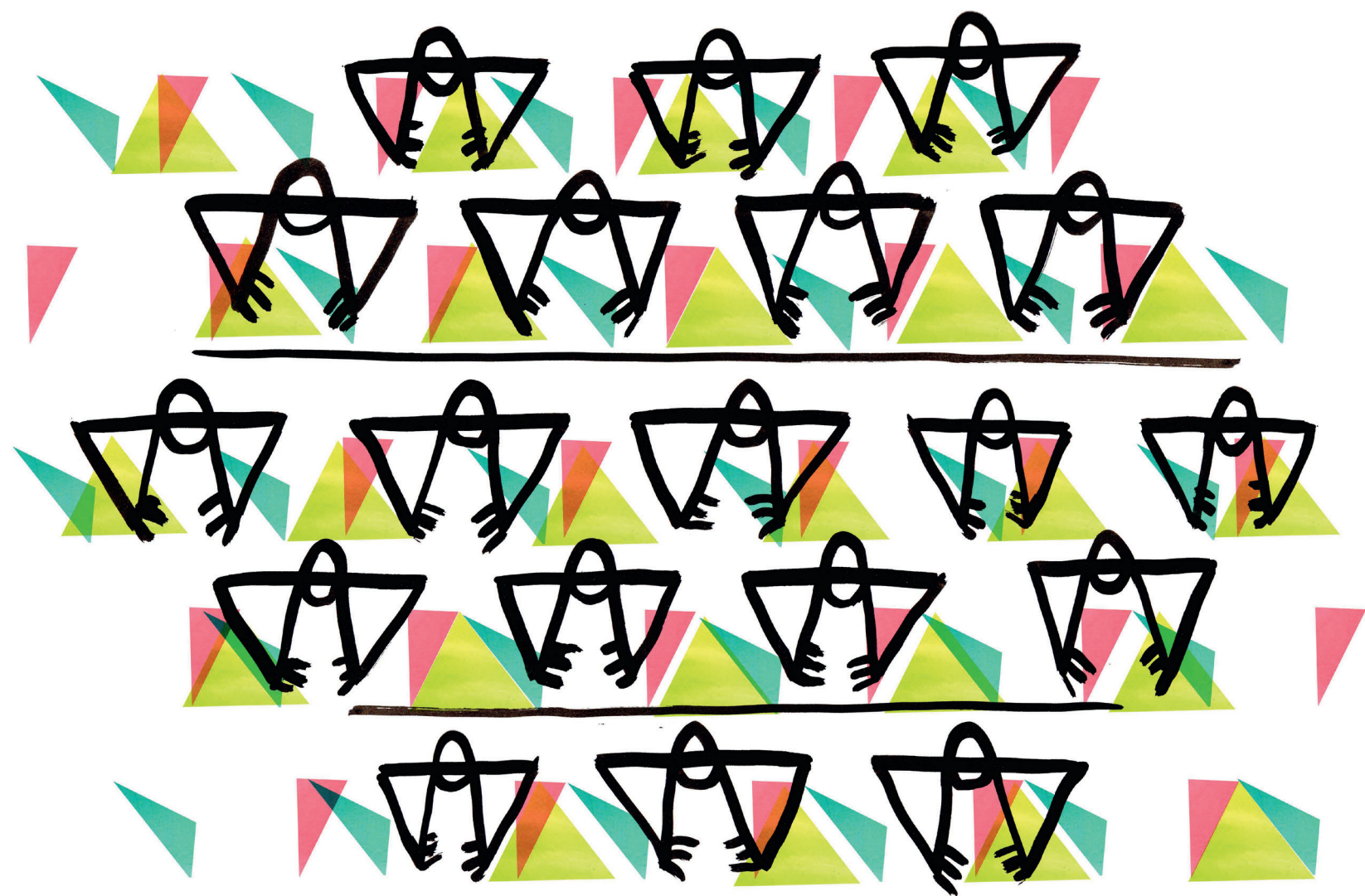


Illustration : Coline Sauvand

LA FABLE DU LIBÉRALISME

Entretien avec Dany-Robert Dufour

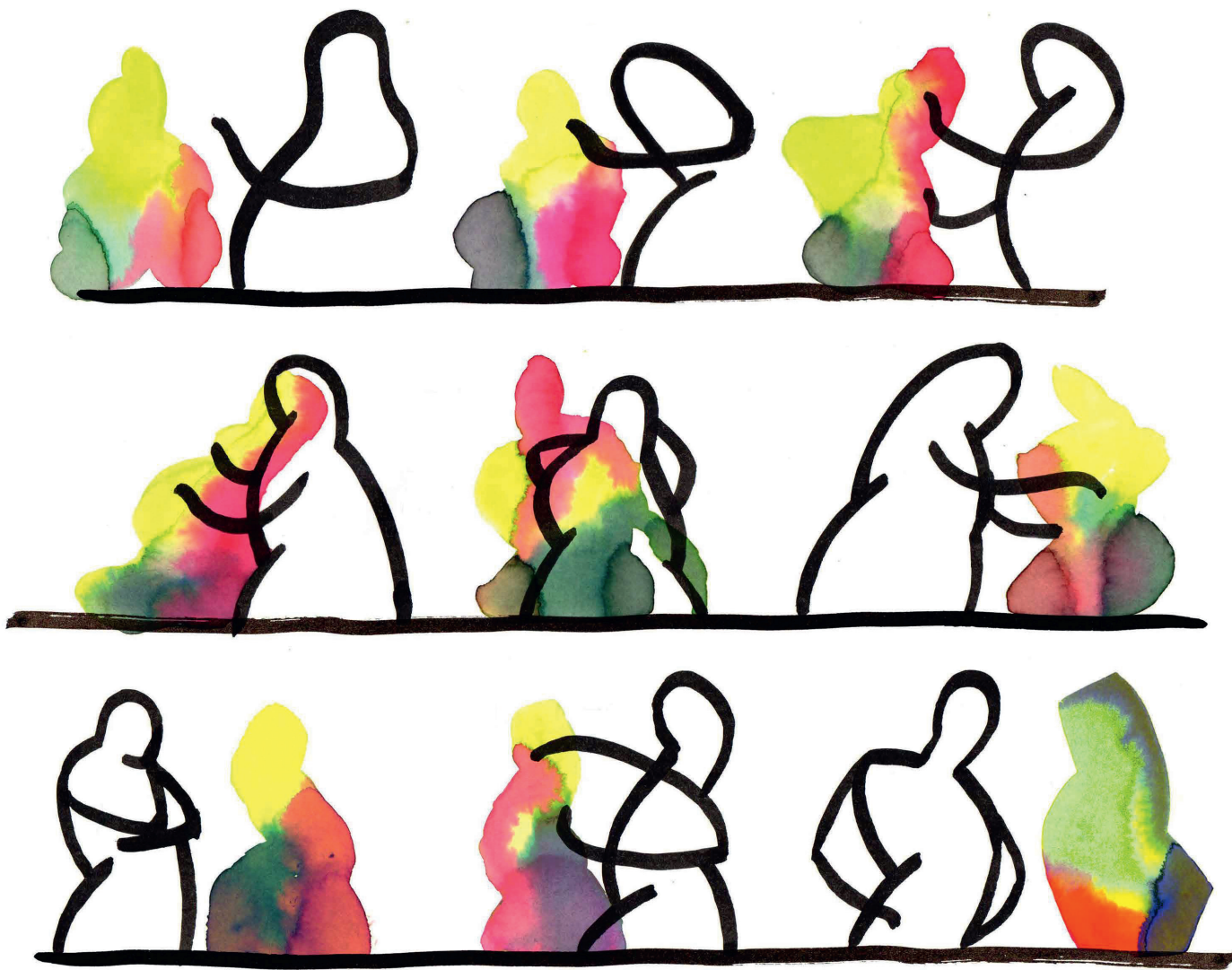


Illustration : Coline Sauvand

peut qu'apporter du bien à tout le monde ». Ce sont les fondements de l'anthropologie libérale : le libéralisme, c'est d'abord la libération des passions, des vices et des pulsions privées, avec l'idée que ça va amener quelque chose d'incroyablement très positif quand ça va se réaliser de façon générale.

Le livre de Mandeville a été brûlé mais ses idées ont continué à se diffuser, reprises par Adam Smith et puis par tous les utilitaristes anglais. Elles sont passées de l'Angleterre aux États-Unis, comme une sorte de nouvelle religion. D'abord combattues comme idée du diable, elles ont donc fini par gagner le monde. Cela a longtemps été contrebalancé en Europe par l'autre courant des Lumières, le courant allemand, celui de la régulation morale, de la loi morale kantienne qui dit : « *Je ne peux pas généraliser les libertés que je prends parce qu'au final ça se retournera contre moi* ». Toute la suite du programme de la modernité a donc été d'équilibrer l'un par l'autre, jusqu'aux années 1970 à peu près, époque où le courant du transcendantalisme allemand s'est effondré, pas en Allemagne, mais dans d'autres pays européens comme l'Angleterre et les États-Unis, où apparaît en 1980 ce qu'on a appelé la vague néolibérale avec Thatcher et Reagan qui a généralisé cette anthropologie libérale de la libération des passions et des pulsions comme étant bénéfiques pour tout le monde.

Cette affirmation idéologique pose toutefois problème, indiquant que tout est permis et que, de ce fait, n'importe qui peut faire n'importe quoi avec comme corollaire la destruction de toutes les formes du lien social et de l'être ensemble. Il est alors nécessaire de mettre des injonctions, de type sanitaire : « *Bouffez tout ce que vous voulez mais pas trop de graisse* », « *Enrichissez-vous mais donnez un petit peu aux pauvres* ». Cela donne cette espèce de faux équilibre, que vous appeliez la schizophrénie, qui caractérise nos sociétés.

No-limit...

DRD : Oui, aucune limite n'est tolérable, tout ce qui me limite est anti-démocratique. Cette réalité est masquée par un discours *démocratiste* : « *On ne peut pas m'interdire quoi que ce soit* », « *Il est interdit d'interdire quoi que ce soit* ».

Mandeville a visé juste, car plus de trois siècles après, nous sommes arrivés à un point où jamais les inégalités n'ont été aussi fortes. Déjà en 2007, dans *Le Divin marché*, vous écriviez que quelques 200 personnes possédaient la même chose que les 3,5 milliards des plus pauvres. Actuellement, on est à huit personnes.

DRD : Oui, c'est cela. Donc on est en progrès.

Le délire, c'est que tout le monde accepte la situation. On parlait de choses scandaleuses : en Belgique par exemple, il y a eu une campagne de la Loterie nationale dont le slogan était « devenez scandaleusement riche ». Le système se maintient aussi car il y a un désir qui traverse toutes les classes sociales, non ?

DRD : Bien sûr. Il serait faux d'accuser seulement les riches, les « 1 % ». Ce désir a débordé largement. Il ne faut pas de limites, par exemple dans la consommation, il faut consommer toujours plus : votre smartphone, s'il a un an, il faut le changer pour un nouveau modèle. Si vous avez l'occasion ou la possibilité d'avoir plus, il le faut, sinon vous passez pour un imbécile aux yeux des autres, pour quelqu'un d'attardé, vous n'êtes pas dans le coup. Il y a une injonction qui s'est généralisée et qui touche les classes pauvres. La plupart du temps, les manifestations d'une volonté politique sont donc celles d'une volonté de consommation : ils veulent consommer plus. Ceux qui n'ont rien ne luttent pas pour un changement de système mais pour qu'eux aussi puissent avoir ce que les autres possèdent, dans les mêmes conditions de non-limitation. On sait ce que cela provoque : s'il n'y a pas de limites dans la production des objets manufacturés et dans l'utilisation de toutes les ressources qui permettent de produire ces objets, on détruit le monde, ce qui est en train de se passer. La limite absolue du « toujours plus », ce ne sont pas les hommes qui la décident mais la nature en train de répondre qu'elle n'en peut plus. Le mode même de production détruit le monde et ses équilibres fondamentaux.

La limite est donc toujours posée, mais n'est plus posée dans les discours. Il s'agit donc de la réintroduire maintenant dans une discursivité – ça commence à venir, dieu merci, ce que vous faites dans

votre journal en témoigne – consentie, politique au bon sens du terme, de la *polis*, du vivre ensemble, des éléments qui sont relatifs à l'observation, ou l'observance d'un certain nombre de limites sans lesquelles on est en train de détruire ce monde.

Pour être un homme libre, il faut être informé, mais le « système » doit mentir pour pouvoir continuer à exister et détruire la planète. Vous disiez qu'il faut comprendre pour agir, et non pas comprendre sans agir ou agir sans comprendre. Il y a de multiples exemples montrant qu'on ne comprend pas bien et qu'on essaie de ne pas nous faire comprendre. J'en prends deux : le chômage, dont vous parlez dans *Le divin marché*. Tous les gouvernements font de la lutte contre le chômage leur leitmotiv, alors qu'on sait très bien qu'un taux de chômage minimum « doit » se maintenir pour affaiblir les revendications des travailleurs et restreindre les salaires. L'autre, dont on a déjà parlé, concerne la pauvreté. Il y a de plus en plus de démunis et on continue à nous faire croire qu'on essaie de lutter contre la pauvreté. Vous parlez à ce sujet de « *pervers puritains* », ces gens qui amassent une fortune indécente et ont tous une fondation caritative, distribuant leurs miettes... cela fait partie de ces éléments idéologiques fondamentaux. Il y a au fond beaucoup de luttes qu'on feint, pour lesquelles on fait semblant ?

DRD : On ne peut plus occulter les problèmes qui apparaissent en raison des déséquilibres fondamentaux, du point de vue social, d'un système démocratique qui ne marche plus, d'un dérèglement des écosystèmes, de phénomènes de surproduction, de migrations considérables... Mais il « faut » que le système continue, et pour qu'il continue, il y a des effets placebo se manifestant ici et là. Par exemple par rapport au souci légitime des écosystèmes, la réponse du marché est le bio. Est-ce que ça répond véritablement à toutes les questions ? Probablement pas. C'est un problème considérable, mais dans le même temps le marché y répond par ses produits supposés répondre aux soucis des individus. Mais tout demeure dans un discours de marché.

LA FABLE DU LIBÉRALISME

Entretien avec Dany-Robert Dufour



Illustration: Elisa Sartori

Vous comparez dans *Le divin marché*, la justice distributive avec la justice commutative. C'est aussi un point essentiel cela, d'en être arrivé à commettre des inégalités pour rétablir l'égalité. Quelle différence y a-t-il avec la justice commutative ?

DRD : La justice distributive, c'est tout ce qui a à voir avec la distribution des biens et des honneurs, voir le très bon travail du philosophe américain Michael Walzer, *Sphère de justice*. Il part d'une idée déjà présente chez Pascal : il existe une distribution d'un certain nombre de qualités, par exemple vous êtes beau, riche, aimable... Une injustice apparaît à partir du moment où parce que vous êtes riche, vous voulez être beau, vous voulez être aimé, vous voulez être entendu, vous voulez être écouté. C'est cela le problème de la justice distributive, qui crée donc des inégalités parce que ceux qui ont des qualités pensent qu'avec elles ils peuvent avoir toutes les autres. Or, ce n'est pas parce que vous êtes riche que vous êtes intelligent, la preuve par quelqu'un qui s'appelle Monsieur Trump aux États-Unis⁽¹⁾.

Actuellement, de nombreux problèmes portent sur ce que j'ai appelé des « extorsions de consentement », qui consistent à placer les gens, des chômeurs par exemple, dans des situations où ils doivent consentir « volontairement » à un certain nombre de conditions pour obtenir un travail. Il s'agit d'une extorsion de consentement, c'est-à-dire que c'est une opération où l'on fait semblant d'avoir leur accord par contrat, alors qu'ils sont obligés de le faire pour obtenir le travail. C'est donc un trucage des règles démocratiques fondamentales.

Dans ce système de servitude volontaire, c'est très difficile d'avoir un discours qui soit audible. Mais en même temps, il y a ceux menant des combats et se disant de la vraie gauche, qui sont aussi paradoxalement favorables au maintien et à la continuation du système productiviste. Je pense par exemple au travail et à l'idée de collectivisation. À ce sujet, vous citez justement dans *Le Délire occidental* Simone Weil, qui dit : « Les ouvriers peuvent être tout à fait privés de droits dans une usine qui serait une propriété collective (...) Si demain on chasse les patrons, si on collectivise les usines, cela ne changera en rien ce problème fondamental qui fait que ce qui est nécessaire pour sortir le plus grand nombre de produits possible, ce n'est pas nécessairement ce qui peut satisfaire les hommes qui travaillent dans l'usine »⁽²⁾.

DRD : Puisque l'on parle des syndicats et du mouvement ouvrier, souvenons-nous de la réception

de Marx par les mouvements de gauche dans les pays européens, et en France en particulier. Le Marx qui a été traduit, c'est globalement le Marx du *Capital*, le Marx économiste qui a été entendu par les premières révolutions politiques en Russie, avec Lénine, l'URSS, Staline, qui ont mis à profit le discours marxien ou marxiste disant qu'il fallait que les pays communistes deviennent des pays compétitifs. Pour ce faire, il fallait qu'ils entrent dans des logiques productivistes, avec tout ce qui les accompagne : un travail parcellarisé, des objectifs de production toujours plus importants, une distinction totale du travail intellectuel et du travail manuel, un abandon de tout le côté créatif du travail, c'est-à-dire la transformation de ceux qui étaient des ouvriers, en prolétaires. Les mots disent quelque chose : « ouvrier », celui qui accomplit une œuvre, et le prolétaire n'a plus d'œuvre, seulement une tâche, souvent répétitive. Simone Weil a produit dans les années 1930 une excellente analyse sur les effets de ce travail parcellarisé venant de Taylor puis de Ford, qu'elle a parfaitement compris ; elle parle de « *destruction de l'âme* » de ceux qui étaient assujettis à ce travail répétitif parcellaire.

C'est cependant cette forme de travail qui a été mise en œuvre en URSS par Lénine, pour qui l'organisation scientifique du travail de Taylor devait devenir la bible des unités de production dans son pays. Parce qu'il fallait battre économiquement les capitalistes, les Soviétiques ont construit une économie capitaliste, productiviste, mais d'État. Et de fait, cela ne changeait rien à l'aspect principal, le productivisme, la mécanisation, la parcellarisation du travail, la destruction de l'âme des ouvriers, leur transformation en prolétaires. Donc ces pays sont devenus des sortes de miroir, de mime des pays capitalistes, au lieu de devenir une alternative qui aurait pu se lancer dans une production mais sans détruire l'idée même de l'œuvre.

Pourquoi est-ce important qu'un ouvrier fasse une œuvre ? L'être humain a toujours des doutes sur son être, son existence, sa pérennité, etc. Est-ce que je suis vraiment ici, est-ce que je suis vraiment moi-même, est-ce que les autres me voient, est-ce qu'ils m'entendent ? Le sujet humain entretient un doute constitutif sur lui-même, il souffre d'incomplétude, c'est pourquoi il a besoin de produire des objets dont il pourra dire « *cet objet, il a bien fallu que quelqu'un le produise, et ce quelqu'un, c'est moi* ». Donc, la production d'œuvre est essentielle dans la constitution même d'un sujet humain.

Après la crise de 1929, alors que le capitalisme était un capitalisme de production et donc d'extorsion de la plus-value, d'extorsion du consentement,

est venu un capitalisme légèrement distributeur d'une certaine forme de jouissance, sous la forme d'objets manufacturés qui étaient offerts, vendus à ceux qui travaillaient, ce qu'Henry Ford a très bien théorisé en disant : « *Ceux qui doivent acheter les voitures que mes usines produisent et que mes ouvriers produisent, ce sont mes ouvriers* ». Alors que les voitures étaient alors réservées à l'élite de la société comme moyen de prestige, comme moyen de distinction sociale, le génie de Ford a été de faire en sorte que ce soit ses ouvriers qui puissent acheter les voitures qu'ils produisaient ; avec donc une sorte de distribution, de rétrocession de jouissance qui leur était confisquée avant. On a donc eu une double aliénation : une aliénation dans le travail et une aliénation par la consommation. Et c'est là que le capitalisme a pris un tournant important, en passant d'un capitalisme de la production à un capitalisme de la consommation et a pu devenir là « *man-devilien* ».

Il fallait faire des êtres frustrés qui ont un travail sans sens pour qu'ils consomment d'autant plus.

DRD : Voilà, c'est ça : produire des êtres frustrés qui sont rémunérés, enfin achetés, puis récompensés par des produits de consommation aliénants. Qu'est-ce qui s'est perdu entre le premier temps de l'ouvrier qui produit son œuvre et celui du prolétaire qui récupère l'objet manufacturé ? Il a perdu l'objet qu'il faisait lui-même avec ses mains, son intelligence, son génie propre, qui le mettait en valeur comme l'artisan construisait son objet. Son effort lui est revenu sous la forme extérieure d'un objet manufacturé, à la suite d'un processus qu'il ne comprend pas bien. On a donc perdu la production de ses propres objets, or c'est une partie essentielle de la subjectivation humaine de pouvoir produire ses propres objets. Vous ici, vous produisez un objet, l'interview qu'on est en train de faire. Pour faire cet objet, vous avez été obligé de vous former, en l'occurrence de lire mes bouquins, de savoir quelles questions poser, et vous avez finalement produit un objet qui va être le fruit de votre travail : vous êtes un artisan qui produisez un objet non manufacturé, qui va se mettre à circuler bien sûr, mais qui n'est pas semblable à une voiture que vous produisez à 10 millions d'exemplaires. C'est un objet singulier. C'est la singularité de l'objet qui a été perdue dans le passage au capitalisme industriel, mécanisé, qui a de si fortes conséquences sur la subjectivation et sur la subjectivité des producteurs, ce qu'avait parfaitement perçu Simone Weil.

N'est-on pas justement en train d'entrer dans des mécanismes d'aliénation qui, au XXI^e siècle,

LA FABLE DU LIBÉRALISME

Entretien avec Dany-Robert Dufour

ont atteint des capacités fantastiques ? Peut-être est-on en train de perdre le sujet, et l'on peut se demander si, dans les luttes, pourra être récupéré l'esprit critique de ceux qui l'ont perdu ?

DRD : C'est exactement la question. Si vous êtes dans une logique de consommation, vous courrez derrière quantité d'objets manufacturés qui vous sont proposés, mais vous-mêmes vous ne produisez plus rien, les objets vous sont donnés par le marché des biens, y compris des biens culturels. Cela inquiète évidemment beaucoup de gens, qui ressentent ceci comme une immense frustration. Il y a donc une soif de produire à nouveau ces objets. Et c'est très important de soutenir ceci. Évidemment, il serait extrêmement intéressant que cette tendance se mette en série, en réseau, et qu'elle puisse produire un mode de socialité qui ne soit pas aliéné par le marché, la production et la consommation.

Vous parlez longuement de la télévision dans *Le Divin marché*, qui a détruit lien social et familial. Debord disait à ce sujet que la télévision réunit le séparé et c'est parce qu'il est séparé qu'elle le réunit.

DRD : C'est là un objet manufacturé produit par des industries de pointe. La diffusion de la télévision en 1950 aux États-Unis, 1960 en France, a été l'un des vecteurs de l'introduction du marché à l'intérieur même de l'espace domestique, et pour introduire le marché et brancher des gens sur toute une série de produits de l'extérieur qu'on présente à la télévision, il a fallu détruire les rapports de discursivité qui existaient à l'intérieur des familles, où les gens avaient des choses à se dire, à se raconter, avec des métaphores, essayaient de mettre en discours leurs propres affects vis-à-vis des membres de leur famille. Cela a donc détruit tout ce lieu de discussion et mené à l'intérieur de la famille à des rapports extrêmement violents qui étaient des rapports marchands. La télévision, je l'appelle « la folle du logis ». Pourquoi ? Parce qu'elle cause toute seule. Pourquoi elle parle toute seule ? Quand ça cause à la télévision, elle n'attend pas que vous lui répondiez. Tandis que quand votre frère, votre père ou votre mère vous parle, elle ou il attend que vous lui répondiez, il y a donc une discursivité réciproque, qui se met en place normalement entre les individus parlants. La télévision ne vous interpelle pas en sujet, elle vous refile un certain nombre de choses, d'images, d'objets à consommer, ou d'attitudes à adopter dans l'ensemble de vos relations, comme les relations sexuelles, la domination du porno à la télévision le soir ou sur internet par exemple, qui impose des comportements pornos et sexuels dans des sphères d'extrême intimité des individus. Cela vient de l'extérieur comme des sortes de modèles qu'il faut suivre ou appliquer, et si on ne le fait pas on est un con.

Ils ont poussé la perversité assez loin car maintenant il existe des dessins animés où ils créent une fausse interaction avec le téléspectateur, notamment Dora pour les petits enfants, qui pose une question, puis attend un petit temps pour laisser l'enfant lui répondre.

DRD : Vous avez raison de mentionner ceci car les gens qui s'occupent de la télévision savent quel est son défaut : celui de réciprocité. Ils vont donc mimer des formes de réciprocité, dont la règle fondamentale, c'est : « *Je parle, tu écoutes. Tu parles, j'écoute* ». Et nous sommes constamment, dans notre vie d'être parlant, dans ce rapport-là. Là, ça parle, et ça parle tout seul, je ne peux pas répondre. Donc cela souffre de ce défaut par rapport à la définition même de la communication humaine. Les promoteurs de la télévision essaient donc de bricoler quelque chose : il faut répondre avec le portable, en appuyant sur une touche, en faisant ceci, cela... La télévision pénétrait l'espace domestique, ensuite ce fut au tour de l'espace individuel avec le portable : chacun a son petit écran, regarde, tape, etc. Le portable est un fantastique outil de contrôle des populations, on sait à tout moment

ce que quelqu'un fait, où il est, ce qu'il regarde, les mails qu'il envoie. Le côté extrêmement invasif du portable qui analyse tout, qui vous piste absolument partout, est mis à profit dans les rapports marchands. Dans un documentaire, on montrait que les mannequins dans les vitrines de fringues ont, à l'endroit de leurs yeux, des caméras, donc le mannequin que vous regardez vous regarde. Ce qui sort comme image, est analysé par un certain nombre d'algorithmes : si vous êtes un homme ou une femme, votre âge, la couleur des cheveux, la vitrine devant laquelle vous êtes arrêté, mais est aussi capable d'analyser le petit sourire qui indique que la personne est contente quand elle a vu que le mannequin portait cette veste, ces chaussures, etc. L'information est stockée, notée et des messages directs ou subliminaux sont alors envoyés à celui qui a eu ce moment de jouissance, cet affect devant ce produit signalant « *Je voudrais bien aussi* », « *Eh bien tu vas l'avoir ce que tu voudrais !* ». Il y a donc un espionnage dans l'activité qui est la plus innocente : vous regardez des mannequins inanimés dans des vitrines et vous êtes complètement analysé dans vos désirs, dans ce que vous êtes supposé vouloir, et on vous le donnera, sous une forme ou une autre, et vous l'achèterez.

D'où le faux sentiment de liberté... Les individus ne se sont en effet jamais sentis aussi libres qu'aujourd'hui.

DRD : Bien sûr, les individus se sentent libres alors qu'ils sont totalement pistés jusque dans leurs affects les plus simples. Donc, par rapport à cette réciprocité : on place des écrans à côté des mannequins dont les « yeux » analysent que vous êtes content et que vous souriez, vous avez un personnage qui sourit, vous faites un geste devant l'écran de télévision, le personnage fait le même geste, vous tendez les mains, il vous tend les mains. Il y a une fausse interactivité qui est créée simulant une vraie relation, mais qui est une fausse relation humaine. Néanmoins, vous êtes content parce que vous avez été vu, identifié, et surtout vous êtes libre, entre guillemets évidemment : on n'a jamais été autant espionné, c'est un dispositif de contrôle total. La télévision induisait déjà un contrôle important, mais le portable représente un contrôle encore plus important.

Vous parlez beaucoup de cette télévision qui nous regarde.

DRD : Oui, nous sommes regardés par la télévision.

Elle entretient aussi ce culte de l'identité, ce narcissisme, avec toutes ces émissions où nous-mêmes espérons devenir la célébrité qui, comme vous le disiez dans un de vos ouvrages, est une célébrité qui ne se distingue en rien. Comme disait Baudrillard, la célébrité est une tautologie, on est célèbre parce qu'on est célèbre. Il n'y a plus de trait distinctif, il n'y a plus de savoir-faire.

DRD : Oui, bien sûr, comme on disait tout à l'heure : vous saviez fabriquer un bel objet, composer une belle musique, un beau poème, arranger une belle composition florale, un beau plat, vous saviez présenter des objets qui vous intéressent, vous, et qui éventuellement intéressent les autres. Maintenant c'est fini, cette célébrité est finie, vous êtes pris au hasard, vous êtes comme tout le monde ; pour être célèbre maintenant, il faut surtout n'avoir aucune qualité. C'est l'homme sans qualité. C'est comme ça que beaucoup de jeunes se laissent capter, et vous voyez des files de 150 personnes devant des émissions de télé-réalité où ils vont devoir simplement « être eux-mêmes » devant les autres et se montrer eux-mêmes, comme s'il y avait un « eux-mêmes » ; le soi-même ça se construit aussi, c'est pas un truc donné comme ça, on est constamment en éveil, en formation. Eh bien là non, il y aurait un soi-même qui ferait que vous seriez d'emblée marquant, beau, rigolo, intelligent, séducteur, etc. Il n'y a plus rien à construire.

Nous n'avons pas encore parlé beaucoup du Je et du groupe, le Je et le Nous comme vous dites. Vous écriviez dans *Le Délire occidental* : « *C'est en effet cela qu'il faut bien saisir pour comprendre la bêtise contemporaine : la juxtaposition, le nouage inédit, de l'égoïsme et de la grégarité* »⁽⁹⁾. On est plus que jamais en groupe mais celui-ci est comme une sorte de mise en collectivité d'atomes ; le groupe en tant que fondateur de l'identité individuelle n'existe plus beaucoup.

DRD : Quand vous êtes sollicité par la publicité, qui aura repéré dans vos supposés désirs ce qui pourrait satisfaire vos appétences, celle-ci vous attrape en vous caressant dans le sens du poil : « *Tu veux cet objet* ». C'est pour cela qu'il y a une sorte de flatterie de l'ego puisqu'on va satisfaire les appétences de l'ego. Mais cet ego, dès qu'il est capté, servi, comblé dans ses appétences, il est mis dans le troupeau des consommateurs, il n'a rien d'autre à produire, surtout pas de visée critique par rapport à ce mécanisme qui l'a saisi et placé là-dedans, dans le troupeau des consommateurs, donc nous sommes dans une situation égo-grégaire. C'est une des formes de la schizophrénie contemporaine dont vous parliez tout à l'heure : on croit que c'est l'ego qui est flatté mais en fait on est passé dans des grands troupeaux ; une fois que vous avez intégré un de ces troupeaux, on sait ce que vous voulez : « *Vous voulez tel objet, vous voulez faire tel type de croisière, de tourisme... Nous avons les produits qui vous conviennent, nous avons tout ce qu'il vous faut pour vous satisfaire* ».

Il y a quand même pas mal de milieux qui pensent le système actuel, mais comme vous l'expliquez, qui le pensent dans une forme localisée du savoir. Vous donnez cet exemple du conte indien où des aveugles perçoivent tous, en touchant un éléphant, quelque chose de différent. Ils pensent être fous, et demandent au guide qui les accompagne de les aider, mais celui-ci est muet. Il y a quand même une division entre les savoirs, il n'y a pas de pensée holistique : il y a la sociologie d'un côté qui étudie ça, la psychologie, la psychanalyse de l'autre côté.

DRD : C'est le drame de la pensée actuelle. Nous vivons dans une totalité qui s'appelle le monde, et ce monde est découpé en autant de rondelles qui se veulent intelligibles. J'ai affronté beaucoup d'adversité à l'université, où l'on me disait « *Tu n'es pas économiste, pourquoi tu parles d'économie ?* »... Non seulement, je parlais d'économie mais je disais que l'économie marchande est en rapport avec l'économie psychique parce que dans l'économie marchande on veut satisfaire de supposés désirs des individus. On ne peut donc pas comprendre l'économie actuelle si on ne comprend pas l'économie psychique. Si on touche à l'économie psychique, à l'économie marchande, on touche aussi à l'économie politique, c'est-à-dire « quelle est la forme qui réunit l'ensemble ». À l'université on m'a dit : « *Tu n'as pas le droit de faire cela, tu n'as pas le droit de franchir les frontières* ». J'ai dit : « *Si je ne les franchis pas, je n'y comprends plus rien* »... Je vais faire des monographies sur la dépression, un autre va faire une monographie sur les formes habituelles de la consommation, un autre va faire quelque chose sur la crise du politique... mais si on ne lie pas le tout, on ne va rien comprendre. Cette interdiction de voir l'éléphant, de percevoir l'ensemble, est entretenue par l'économie actuelle du savoir qui est divisé en autant de rondelles qu'il y a de spécialistes pour produire des discours prévisibles sur chacune de ces rondelles. Mais quelque chose qui réunit l'ensemble, ça on n'a pas.

Cette division sert fantastiquement le marché. Je pense par exemple aux deux pages environnement dans un journal, comme si l'environnement pouvait se mettre en deux pages, alors qu'il devrait être partout.

DRD : Bien sûr. Donc il y a quelque chose de l'intelligibilité qui se perd.

Dans *Le divin marché*, vous citez le palindrome de Virgile : « *In girum imus nocte et consumimur igni* » [« *Nous tournons dans la nuit et nous sommes consumés par le feu* »⁽⁴⁾]. Dix ans après, cette phrase est d'autant plus vraie. On dirait que le système est cadencé de toute part, ce qui pose la question de l'optimisme et du pessimisme et de la façon dont on envisage l'avenir. J'ai senti dans votre dernier ouvrage *La situation désespérée du présent me remplit d'espoir*, de l'optimisme dans le bon sens du terme, de la lucidité, mais aussi l'impression que vous n'y croyez plus trop, et j'ai l'impression que cela se partage dans les milieux lucides et radicaux : « *Comment pourrait-on y parvenir mais essayons quand même* », « *Essayons de refonder le nous, mais sans y croire* ».

DRD : Au grand âge auquel j'arrive... j'avais vingt ans en 1968 et depuis cette époque-là j'ai vu un certain nombre d'essais, de tentatives, pour que nous puissions essayer de construire un monde à peu près vivable. Je dois dire que de ce point de vue-là, je dois déchanter : on a toujours eu au moins un coup de retard. Tout ce qu'on pouvait faire comme avancée était très rapidement récupéré, le côté opportuniste du capitalisme est saisissant, dans le sens du côté pervers du capitalisme, c'est-à-dire pouvoir prendre ici et là, y compris chez l'ennemi, quelque chose pour se reconstruire, dans des formes de satisfaction de toutes les appétences, de tous les désirs, ce qui est quand même un slogan de 68, que le capitalisme néolibéral a exaucé.

Arrivant à mon âge, dois-je encore y croire ? Non, c'est difficile. Il y a donc l'idée que la vie continue et peut-être nous apporter quelques surprises, peut-être même des bonnes, ce n'est pas sûr, j'y crois de moins en moins étant donné l'état du monde, y compris l'état physique, chimique, atmosphérique, systémique du monde, on se demande maintenant combien de temps ça peut durer encore ; on n'est pas sûr que dans vingt ou trente ans, ça puisse continuer. L'étude, qui a donné le film intéressant *Demain*, qui a été publiée dans la revue *Nature* en 2012, nous dit que dans cinq, dix ou quinze ans, la majorité des grands écosystèmes de la planète seront altérés⁽⁵⁾ ; quelque chose va donc s'entamer, qui va ressembler à une altération considérable de ce monde. Comment voulez-vous être optimiste dans ces conditions ? C'est vrai qu'il faut donner de l'espoir aux jeunes, « *C'est pas de leur faute, ils arrivent dans le monde donc les vieux comme moi doivent pouvoir les accueillir, mais oui mais oui, tout n'est pas foutu, etc.* », certes, mais dans mon for intérieur quand même, j'ai de forts doutes.

Ce qui est grave, c'est que la jeunesse aussi en est arrivée peut-être à se dire « *il n'y a pas de modèles alternatifs, c'est foutu* », on entend ça chez des sujets de plus en plus jeunes aussi.

DRD : L'idée est que c'est probablement foutu mais on essaie quand même. C'est le déni : « *Je sais bien mais quand même...* », « *Je sais bien que c'est*

foutu mais j'essaie quand même ». À la limite c'est la proposition de Borges : « *Le gentilhomme ne soutient que des causes perdues d'avance* ». Même si on a perdu, il faut quand même essayer.

Vous évoquez dans votre dernier ouvrage l'institution décisive qu'est la presse, parce qu'elle a le contrôle des représentations du monde, ce qui n'est pas rien. Je pense que c'est un combat fondamental, si le combat de la presse n'est pas gagné, je dirais que c'est perdu.

DRD : Je crois que c'est très important, la presse. On voit en France, et c'est pareil ailleurs mais peut-être pire en France, une presse qui appartient aux grands industriels, de l'armement (Dassault), de ceux qui maîtrisent les réseaux, internet (Altis, Free), le journal *Le Monde* qui appartient maintenant à ces gens-là aussi. S'ils s'intéressent à cela, ce n'est pas par altruisme, mais parce qu'il y a des intérêts à défendre, qu'il faut servir aux segments de population de chacun des journaux les idées qui sont attendues par ces mêmes segments. On a donc là un phénomène d'enfermement des opinions sur elles-mêmes, un peu comme quand vous faites sur Google une demande, il y a des algorithmes qui ont déterminé que vous êtes vieux, jeune, femme, vert, de gauche, du centre, de droite, internationaliste, raciste, gauchiste, convivialiste, anarchiste, féministe, etc. Et quand vous faites une demande, Google vous répond en fonction de votre profil, c'est-à-dire ce que vous voulez entendre. Il vous enferme dans votre bulle de pensée. La presse, qui a maintenant ses segments de marché, de l'opinion, répond aussi de la même façon et enferme les lecteurs dans ce qu'ils veulent entendre. C'est donc le contraire d'une presse libre qui fait penser, indépendamment de ce que vous voulez entendre. Donc là aussi on constitue des troupeaux de consommateurs de journaux et de demandeurs d'opinions qui vont dans leur sens.

Où la vérité n'a plus sa place, le mot « vérité »...

DRD : Mais bien sûr, le mot « vérité » est dérisoire. On est passé dans l'ère de la post-vérité, de la post-histoire, des faits alternatifs, et donc chacun va constituer sa sphère narrative dans laquelle des vérités locales se construisent, mais des faits qui viendraient démentir cette vérité locale sont éloignés. Il n'y a donc pas que monsieur Trump qui est dans l'ère post-factuelle, la presse en général fonctionne en écartant les choses qu'elle ne veut pas voir. Je suis bien placé pour le savoir dès lors qu'un certain nombre de journaux à un certain moment n'ont plus voulu entendre ce que je disais, alors qu'avant ils voulaient absolument entendre.

Il y a là un déficit considérable de nos sociétés démocratiques, nous voilà enfermés chacun dans notre petite bulle d'opinion. Je dis « *C'est grave* ». J'ai conscience de cette gravité, d'autant plus que je connais bien le Brésil, qui est dominé par deux ou trois journaux, dont la chaîne Globo, par exemple,

qui a réussi à faire un coup d'État médiatique en forgeant une opinion sur l'ancienne présidente accusée de corruption, alors qu'on s'aperçoit qu'il n'y a rien. Or, tous ceux qui l'ont accusée de corruption sont eux-mêmes corrompus. Le principal accusateur maintenant est en prison car on n'a pas pu faire autrement que de l'y mettre. Aujourd'hui, on ne fait plus de coup d'État avec l'armée, comme dans les années 1960 en Amérique latine, on les fait avec la presse ; la presse qui bricole l'opinion, pour déterminer qui est corrompu et qui ne l'est pas, en accusant de corruption celui qui ne l'est pas et en blanchissant celui qui l'est totalement. On sait ce que ça sert. Par rapport à cela, il existe des presses alternatives, des blogs extrêmement critiques, etc. et heureusement que cette presse alternative existe par rapport à ces grands groupes. Et je crois que c'est la même chose en Europe : il faut qu'il existe une presse comme la vôtre, comme des blogs libres qui s'échangent, qui se rencontrent et qui mettent sur la place publique des choses que la grande presse ne veut pas savoir. Cela me semble un combat décisif pour la formation de l'homme libre.

Cette fabrique de l'opinion se passe en France de manière « douce », voyons le cas de Macron en terme d'image de la presse...

DRD : Bien sûr. Que Macron ait eu en un an septante couvertures de grands magazines français, alors que c'était un type complètement inconnu, indique qu'il y a un tas de constructions médiatiques manifestes. Ce n'est pas un coup d'État, mais c'est quand même l'imposition d'une figure inconnue il y a un an ou deux. On peut donc inventer des personnages médiatiques qui d'un seul coup, subitement, s'imposent.

Propos recueillis par Alexandre Penasse, le 26 juin 2017 à Paris, retranscrits par Alexandre Penasse et Bernard Legros.

Interview filmée par Thomas Michel, disponible sur notre site www.kairospresse.be

(1) Pour compléter: « *Alors que la justice commutative suppose une égalité entre les justiciables, la justice distributive d'aujourd'hui préconise une distribution selon le poids social des individus : elle peut donc être amenée à donner moins à ceux qui ont plus et à donner plus à ceux qui ont moins. Elle préconise en somme de commettre des inégalités pour rétablir l'égalité. Cela s'appelle l'équité, concept central chez Rawls. L'équité permet de pratiquer une politique inégalitaire... prétendant réduire les inégalités. C'est donc une politique qui se pratique après-coup, c'est-à-dire après que les inégalités ont été produites, pour tenter de les corriger. Un des effets immédiats de ces théories de l'équité, c'est qu'elles permettent de passer au second plan, voir à la trappe, la question de ce qu'il faudrait faire pour éviter le surgissement d'inégalités décidément trop criantes* ». Dany-Robert Dufour, *Le Divin marché*, Denoël, 2007, p. 332.

(2) *Le délire occidental*, Les Liens qui Libèrent, 2014, p. 112.

(3) Ibid., p. 212.

(4) Un palindrome est un mot ou groupe de mots qui peuvent être lus indifféremment de gauche à droite ou de droite à gauche, la séquence de lettre étant symétrique.

(5) NDLR Dany-Robert Dufour a certainement quelques points de vue critique sur *Demain*, que nous n'avons pas explorés lors de cette interview. Pour lire notre position, voir *Le spectacle de demain* : <http://www.kairospresse.be/article/le-spectacle-de-demain>

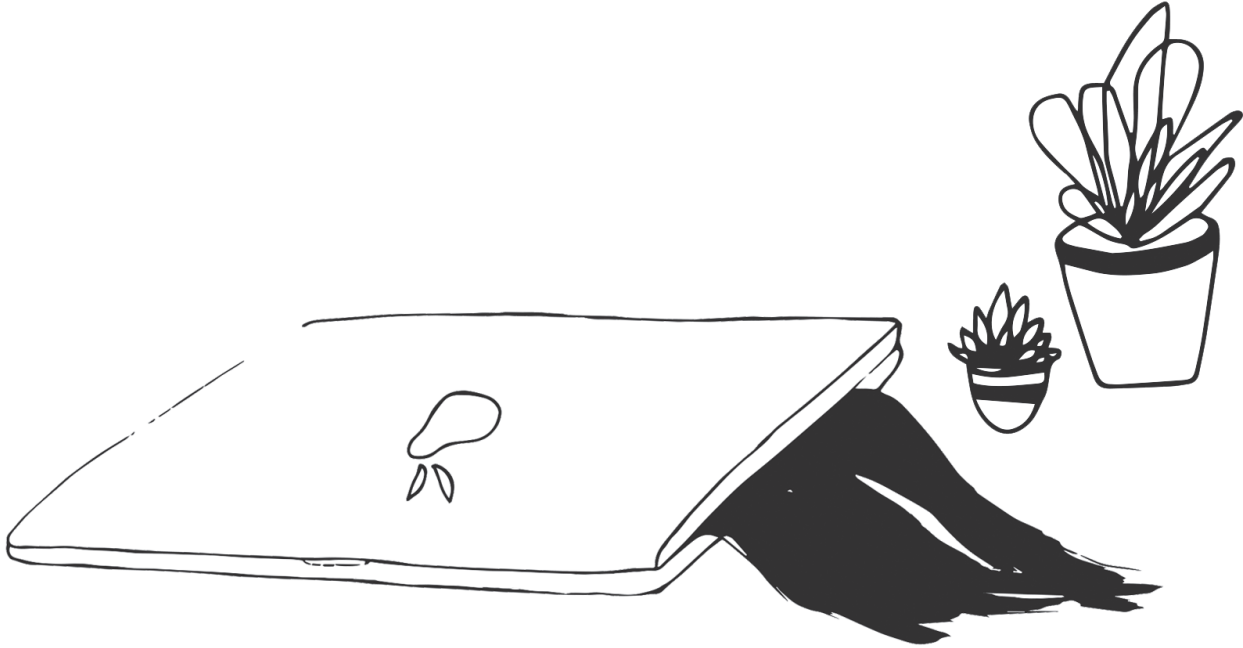


Illustration: Elisa Sartori

ENDE GELANDE 2017

RÉCIT D'UNE LUTTE DANS LES BASSINS DU RHIN POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Le sommeil est léger, la chaleur, le bruit ne venant pas à bout de ces questions du sens de ce que l'on fait, de nos choix face à la finitude, de nos vies, de nos luttes... Qu'est-ce que je fais ici ? J'ai une trentaine d'années et pour la première fois je me retrouve impliqué dans une action massive de désobéissance civile pour la justice climatique et contre l'exploitation du charbon.

Ende Gelande. Depuis plusieurs années, cet ensemble de collectifs, associations, ONG et autres groupes politiques organise des mobilisations dans différentes régions d'Allemagne touchées par les exploitations de lignite⁽¹⁾. Leur but est de sensibiliser un public plus large à la nécessité d'un changement rapide et radical de modèle sociétal. Pollution de l'air, perte de biodiversité, réchauffement global, destruction de forêts anciennes, expropriation de villages entiers... le bilan de ces activités n'annonce rien de bon pour les années à venir. La cible principale était cette fois-ci le site de Garzweiler, pas bien loin de Cologne, une plaie béante de 48 km², destinée à devenir un lac d'agrément d'une superficie de 2.300 hectares à la fin de son exploitation, en 2045. Forcément, un beau plan d'eau ça fait plus propre et, comble du *greenwashing*, cela pourrait même devenir une zone Natura 2000.

Au réveil, la mine (la mienne) est affreuse, mais le moral tient le coup. Il faut dire que la journée précédente avait sonné comme un échec. On était environ 350 individus à quitter le camp principal, le sac plein de vivres et d'affaires, bien décidés à occuper le site d'excavation le plus longtemps possible. Mais la police, mobilisée en masse pour l'événement (on parle de plus d'un millier d'agents déployés) est bien décidée à nous barrer la route. Néanmoins, aujourd'hui est un autre jour. Nous passons la matinée à voir affluer des gens de partout, venus en trains, en bus, en voitures ou encore à vélo. Le cortège commence enfin à se rassembler, nous sommes au moins 1.500, tous vêtus de la combinaison blanche et du sac de paille, notre seul moyen de nous défendre face aux matraques de la police.

Quelques centaines de mètres à peine et voilà déjà un premier barrage de police sur notre chemin. À la différence de la journée précédente, la décision est prise de ne pas éviter la confrontation. Tout va très vite. Toujours est-il qu'une brèche se crée sur la droite de la ligne d'agents, la masse de personnes en mouvement aidant. Cela suffit à ce que des activistes s'y incrustent, que les policiers soient déstabilisés et que la colonne entière passe le barrage. Et de un.

Les cortèges s'élancent alors d'un bon pas à travers les champs vers les rails qui alimentent l'une des centrales électriques en lignite. Au loin se dessine la ligne de chemin de fer, surélevée par rapport aux champs, devant elle, une ultime rangée de camionnettes occupant tout l'horizon nous attend. Nous la dépassons sans peine grâce à la diversion du groupe de tête. Soudainement, quelqu'un lance un signal de dispersion. Le cortège s'éclate en binômes qui profitent de la moindre faille dans la ligne de police pour s'élancer à l'assaut de la butte dominant sur le chemin de fer. Malgré leurs trop nombreux coups de matraques ou de pieds, les agents n'empêcheront pas un seul membre de notre cortège d'atteindre les rails.

À peine arrivés sur les rails, la police commence déjà à nous encercler. Ils nous somment de quitter les lieux par leurs haut-parleurs, mais nous chantons bien trop fort pour les entendre. Nous nous re-

groupons, nous nous asseyons au milieu du chemin de fer et déposons nos sacs à dos. Suite au succès de notre action et à l'afflux d'adrénaline des dernières heures, l'émotion est au rendez-vous. De part et d'autre des rails, on aperçoit au loin d'autres groupes qui s'installent. Nous ne sommes définitivement pas seuls. Après plusieurs heures de marche à vive allure et de coups de policiers, l'occasion se présente pour un peu de repos, manger un bout, se désaltérer. Le temps passe. Ça discute, ça chante, ça danse. Certains d'entre nous tentent même une blague à l'attention de la police. Devant ce spectacle la police reste la plupart du temps stoïque. De temps en temps des signes d'humanité. Un sourire s'échappe ici et là de leur armure moderne.

Plusieurs heures passent dans cette étrange ambiance, jusqu'à ce que la police fasse venir des wagons entiers pour nous déplacer. Les uns après les autres nous nous faisons arrêter, de manière musclée si nous n'acceptons pas de notre plein gré (sic) : coups, tirages de cheveux et autres clés de bras. On nous monte dans les wagons comme du bétail. Quelques kilomètres plus loin, des agents nous descendent. Un espace entièrement entouré de fourgons de police nous y attend, avec son lot d'hommes et femmes armés. On nous y parque quelques heures avant de nous déplacer dans des bus blindés à cellules jusqu'au commissariat régional. Un agent nous annonce qu'à moins que nous désirions donner notre identité et nos empreintes, seule une photo sera prise avant de nous relâcher. Dehors, nourriture et musique nous attendent pour célébrer la victoire très symbolique de l'action.

QUE PEUT-ON EN TIRER?

Avec du recul, les résultats de notre mobilisation peuvent sembler dérisoires, nous n'avons ni révolutionné le système énergétique contemporain, ni mis à mal le mode de production capitaliste. Je pense toutefois que l'intérêt se trouve ailleurs, dans la médiatisation du discours de justice climatique d'Ende Gelande au travers de ces actions. Mais surtout, ces mobilisations rappellent aux autres et à soi-

même que la désobéissance civile non-violente peut mettre des bâtons dans les roues des multinationales. Ces compagnies géantes sont devenues tellement abstraites à nos yeux qu'on en oublie qu'elles s'inscrivent dans la matière, dans la logistique, dans des infrastructures. « *Nous sommes ensemble et nous sommes capables* » : voilà comment je conçois le message d'Ende Gelande. Quand on voit l'ampleur, l'horizontalité et l'autonomie de l'organisation d'Ende Gelande, on est en droit d'être relativement confiant quant à la capacité des êtres humains à créer des formes de sociétés démocratiques, écologiques, féministes, non-capitalistes et anti-racistes.

À la fin de ce week-end, le prochain grand rendez-vous est fixé début novembre, juste avant le début de la COP23 qui se déroulera à Bonn. Une bonne occasion de dénoncer l'inefficacité du processus des Nations unies et de crier haut et fort la nécessité d'une action désobéissante de masse afin de nous protéger, nous et les générations futures, de leurs modes de production néfastes. Si nous ne les arrêtons pas, qui le fera? Que chacun d'entre vous, chers lecteurs, se sache bienvenu pour nous rejoindre. Nous vous donnons rendez-vous en novembre.

Alexandre Orban

*Lien vers les photos des mobilisations: <https://www.flickr.com/photos/133937251@N05/albums>

- Plus d'informations sont disponibles via
- le site officiel d'Ende Gelande : www.ende-gelaende.org ;
 - des organisations participantes, telles que Friends of the Earth, 350.org ou encore plus localement le réseau ADES, la JOC
 - l'auteur de cet article, Alexandre Orban (alxorban@gmail.com)

(1) Type de charbon utilisé comme combustible dans les centrales électriques. L'Allemagne est le premier producteur mondial de lignite. En 2016, l'Allemagne produisait 40 % de son électricité grâce au charbon. On dénombrait plus de 3.600 morts prématurés annuels dans le pays liés à la pollution aérienne imputable à la combustion du charbon (www.lemonde.fr).



Illustration : Suzy Vergé z

POURQUOI DEUX SEXES ?

L'OCCASION D'UN DÉBAT ?

Dans nombre de pays européens, la procréation médicalement assistée (PMA) et la grossesse pour autrui (GPA) sont des pratiques courantes, de même que l'ouverture de ces techniques médicales aux couples homosexuels. Actuellement, 13 pays européens limitent la PMA aux couples hétérosexuels, pour lesquels un diagnostic d'infertilité a été posé. La PMA est étendue aux femmes célibataires ou en couple homosexuel dans huit pays membres de l'UE, dont la Belgique. Sept pays membres autorisent la GPA. Aux Pays-Bas, en Pologne, en Slovaquie et en Belgique, aucune législation ne l'interdit, ni l'autorise. Sa pratique est dans les faits possible, sans qu'une quelconque limite lui soit fixée. En revanche, elle est légalement encadrée en Roumanie, en Irlande et au Royaume-Uni.

Globalement, ces questions ne suscitent que peu de réactions, comme si elles allaient de soi, relevant d'un ordre qui peut même se passer de tout cadre juridique. Aussi, il n'y a quasiment aucun débat à propos de l'installation de « nouvelles formes de famille », permises grâce à la possibilité donnée, à des couples de lesbiennes ou d'homosexuels, de « procréer » en l'absence de l'autre sexe. Il s'agit d'une pure logique d'autant plus efficace qu'elle a décrété qu'il n'y avait plus rien d'impossible.

La Belgique est particulièrement exemplative de cet état de choses. La prise en charge du projet parental des couples de lesbiennes y est effective depuis les années 80, bien avant que la PMA soit encadrée légalement. Quant à la grossesse pour autrui, aucune législation ne l'interdit, ce qui, dans les faits, l'autorise et cela en l'absence de tout questionnement. Une large majorité parlementaire est favorable à une autorisation légale de la GPA qui concernerait aussi les couples homosexuels. La volonté exprimée par ces parlementaires, d'exclure « *la maternité de substitution à des fins commerciales* », contraste avec le fait que plusieurs « bourses » aux mères porteuses n'ont pas été interdites sur le territoire national.

Pour comprendre les enjeux de ces questions sociétales, il est utile de se tourner vers les pays où elles suscitent réactions et résistances, en France par exemple. Les intentions du pouvoir y sont préalablement annoncées, tel le projet présidentiel de faire voter une loi qui ouvrira la procréation médicalement assistée aux couples de lesbiennes et aux femmes célibataires. Dans un avis datant du 27 juin, le Comité consultatif national d'éthique, sur les « *demandes sociétales de recours d'aide médicale à la procréation* », a appuyé cette volonté, tout en restant hostile à l'introduction de la GPA. Il a majoritairement estimé que « *cette demande... d'insémination artificielle avec donneur, pour procréer sans partenaire masculin, en dehors de toute infécondité pathologique, s'inscrit dans une revendication de liberté et d'égalité ...⁽¹⁾* ». Par rapport à la Belgique, la France semble « en retard ». Il s'agit d'ailleurs là d'un élément avancé par les partisans de ces réformes, insistant sur la « normalité » de leur position. Ces procédures existant déjà dans nombre de pays européens, pourquoi pas les introduire en France ?

Cependant, ces réformes sont importantes, elles promotionnent une nouvelle forme de la famille composée de parents de même sexe, une unité familiale dont l'autre sexe est exclu a priori. Cette nouvelle structure ne doit pas être confondue avec les familles recomposées d'homosexuels, ayant des enfants issus d'une précédente union. Dans ces nouvelles formes de familles, le père et la mère deviennent interchangeable. La mutation s'inscrit dans une tendance sociétale, installée dans la plupart des pays occidentaux et promu par des organisations internationales. Elle conduit à un déni de toute différence, celle de la spécificité des fonctions paternelle et maternelle et enfin celle des sexes. Pourtant, si l'indifférenciation sexuelle semble maintenant aller de soi, il s'agit là d'une véritable rupture dans l'histoire de l'humanité.

UNE QUESTION ORIGINAIRE

L'existence d'une division sexuelle a toujours fait l'objet d'un questionnement. Pourquoi deux sexes et non un seul ? La différenciation à laquelle les textes fondateurs de notre culture font référence ne relève pas de l'ordre naturel. Si le sexe fait partie du Réel, il est bien organisé par le Symbolique. Ce nouage le sépare de la nature et forme ce qui spécifie l'humus humain. Les récits mythiques, les textes grecs ou ceux de l'ancien testament, sont éclairants, car ils sont dans une position d'analyste concernant notre condition. Ils indiquent que la division sexuelle n'est pas un donné naturel, mais une condition d'ordre symbolique pour qu'une société puisse commencer. Dès qu'il est sexué, l'humain n'est plus un tout. La division sexuelle installe un manque, elle révèle une incomplétude. La division sexuelle inscrit ainsi le désir de l'autre et devient alors constitutive d'un rapport social, de la possibilité d'une société.

La question fait déjà partie de la mythologie grecque. Au XII^e siècle avant Jésus Christ, Hésiode pose le problème à travers le récit de Pandora, la première femme créée sur l'ordre de Zeus, pour distinguer les hommes des dieux. Jusque-là les hommes, seul sexe existant, vivaient parmi les dieux et se reproduisaient en recevant du temple des enfants mâles. Ils ne devaient ni assurer leur subsistance, ni leur descendance⁽²⁾.

La création de la femme est rupture d'une vie sans dimension temporelle. Par sa venue, l'homme devient mortel et naît d'un giron féminin. Une histoire humaine peut alors commencer en se séparant du monde des dieux.

L'objet du récit de Pandora se retrouve dans le texte biblique relatif à la création d'Ève. Dans le jardin d'Eden vivait l'Adam, un humain indifférencié, mâle et femelle, ni homme, ni femme. Cet être est privé de relations. Afin de tirer l'Adam de son isolement, Dieu va lui créer un vis-à-vis en séparant les deux sexes⁽³⁾. Cependant, l'entrée en relation n'est possible que si cha-

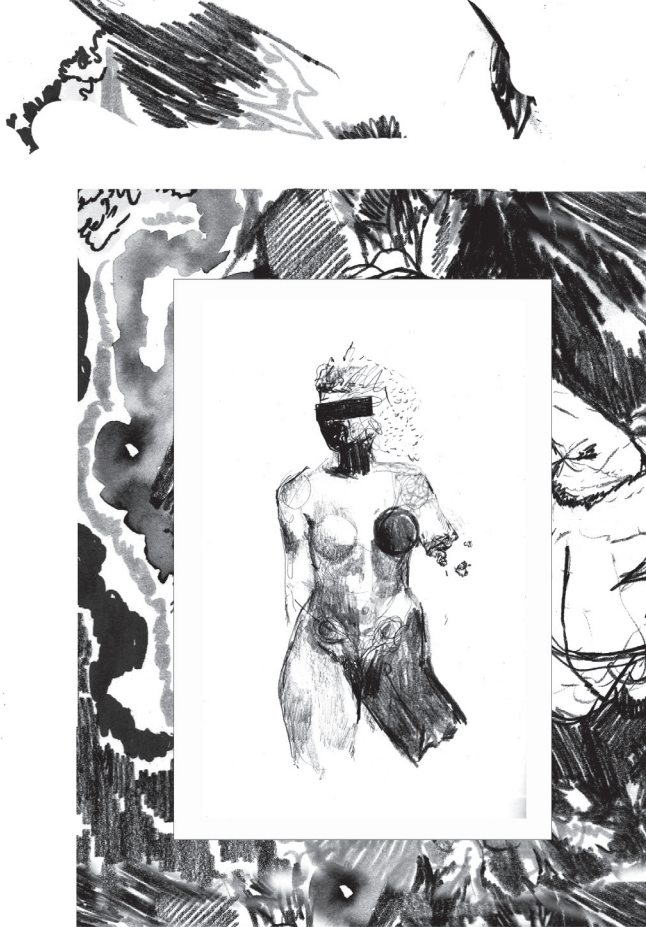


Illustration: Gabrielle Lacombe

cun accepte un manque. La reconnaissance du vis-à-vis implique une perte. Le sexe devient ainsi « *le signe de la différenciation universelle qui sépare le Créateur de sa créature.*⁽⁴⁾ » Chaque sexe n'est qu'un côté du rapport, personne ne peut être le tout. La seule présence de l'autre sexe indique que l'autre manque radicalement.

À l'opposé, les réformes actuelles instituant une nouvelle forme de famille composée, a priori de parents de même sexe, effacent la présence de l'autre, celle de l'homme donneur ou de la femme porteuse. En supprimant le vis-à-vis, elles annulent le manque, faisant de l'homme ou de la femme un Un, un être complet semblable à l'Adam ou aux hommes vivant parmi les dieux.

DÉNI DE LA CASTRATION

L'analyse du Comité d'éthique invoque « *une reconnaissance de l'autonomie des femmes* ». En fait, dans ce texte voulant étendre la PMA aux couples de lesbiennes et aux femmes seules, n'apparaît qu'un sexe, celui de la femme. Dans le cas de la PMA, la femme se montre comme toute et peut engendrer sans l'autre sexe. Le masculin est annulé par son don de sperme. La procréation est séparée de la relation sexuelle. La femme n'a plus affaire qu'avec la machine médicale qui lui garantit son « autonomie », c'est-à-dire l'absence de l'autre.

La fusion avec la machinerie médicale supprime la castration. Il en est de même pour le couple d'homosexuels dans le cadre de la GPA. Il s'agit de la même opération de déni de l'autre, ce dernier n'existant que comme support d'une opération technique, comme un rouage de la machine médicale. Cependant, si l'externalisation de la procréation fait disparaître le masculin dans le cadre de la PMA et le féminin dans la GPA, elle annule également le donneur d'ordre féminin ou masculin. Son image de toute puissance, l'absence apparente de manque, masque sa totale subordination à la machine médicale et étatique.

La femme ou l'homme demandeur occupe une place semblable à celle occupée par les hommes dans le mythe grec où ils recevaient les enfants du temple religieux, le service étant aujourd'hui assuré par le temple médical. Comme les grecs mythiques, ils n'ont pas de manque, ils n'ont pas d'autre et ils sont totalement dépendants de la divinité en ce qui concerne

leur procréation. Cependant, dans le mythe grec, la relation entre les dieux et les hommes s'inscrit dans un ordre symbolique. Aujourd'hui, dans le libéralisme triomphant, le rapport entre le temple médical, le donneur de sperme, la mère porteuse et l'usager relève du contrat. Il y a simplement un « droit à l'enfant » et une marchandise qui se négocie entre « semblables ».

SUSPENSION DU CORPS

La loi française de 2013, dite du « mariage pour tous », a permis l'adoption par un couple de même sexe. Si la loi donnait à « la seconde mère » le droit d'adopter l'enfant de sa compagne, elle n'avait pas ouvert l'accès de la PMA aux couples de lesbiennes. Le projet présidentiel complète cette législation car, comme l'exprime la sociologue Irène Théry, véritable militante de cette mutation sociétale, « *a compagne de la mère qui accouche, la "mère non statutaire," ne trouve ni logique, ni juste, de devoir adopter son propre enfant.*⁽⁵⁾» L'ouverture de la PMA aux couples de femmes permettrait que « les deux mères » aient, dès la naissance, un lien avec « leur enfant ». Ainsi, cette loi aurait aussi pour objet de rétablir « l'égalité » entre la mère biologique et la « mère d'intention ». Il s'agirait d'établir une équivalence de droits entre la mère, qui porte et accouche l'enfant, et sa compagne qui l'a simplement « conçu » mentalement. L'expression de la volonté d'être mère doit être considérée comme du même ordre que l'acte réel de donner la vie.

Ce qui définit la procréation dans l'ensemble des formes concernant la PMA et GPA, relève d'une pure intention, de la simple volonté d'être parent et non l'implication du corps à travers le caractère sexuel du rapport. À travers cette procédure, le corps est dénié. Or, comme l'exprime Merleau Ponty, il n'y a pas d'intersubjectivité, de relation à l'autre, sans intercorporéité. C'est par le corps que s'établit le rapport avec le monde. Au contraire, les réformes actuelles veulent supprimer tout manque, notamment celui engendré par l'incapacité naturelle de se reproduire pour un couple homosexuel. Ainsi, pour la majorité du comité d'éthique, cette ouverture de la PMA aux couples de femmes aurait pour objectif de « *pallier une souffrance induite par une infécondité résultant d'orientations personnelles* ». Le corps est suspendu, il ne peut plus faire obstacle à la volonté de procréation. Celle-ci est libérée de tout obstacle. Alors, la reproduction ne doit plus être sexuelle, mais résulte simplement d'une demande adressée à la machinerie médicale.

Dans ces procédures sociétales, le donneur de sperme (ou la mère porteuse) disparaît derrière l'exigence du donneur d'ordre. La « volonté » devient ainsi la seule source légitime des nouvelles formes de reproduction. Tout en déniait l'autre sexe, elles délivrent l'individu de son corps et de sa division. Le « droit à l'enfant » est alors pure « volonté de jouissance », une jouissance d'objet, auto-référée et autonomisée du désir et ainsi libérée du manque.

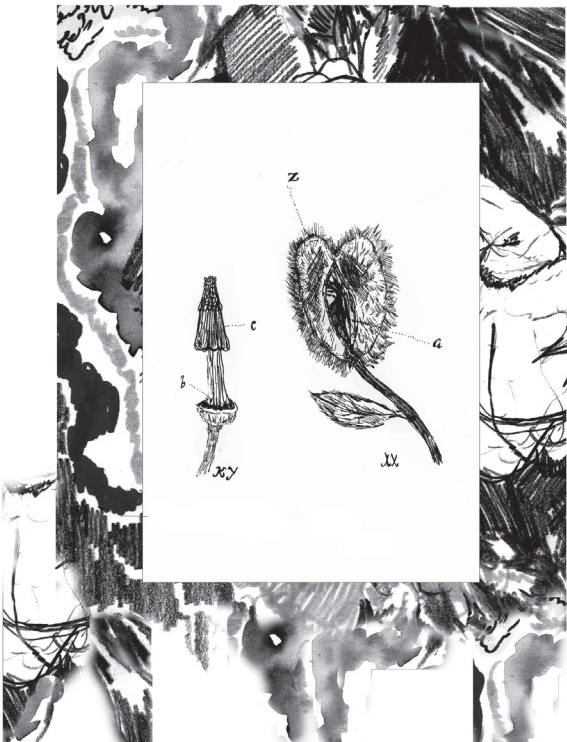
UN MONDE DE MONADES

La PMA, comme la GPA, sont des techniques sociétales qui transforment les individus en monades, en « uns » qui ne doivent plus faire face à la « coupure », à la différence des sexes. Il s'agit de donner consistance à un monde sans limite. Ces réformes installent un véritable « clonage virtuel » qui transforme l'enfant en l'objet du donneur d'ordre et en produit de la puissance étatique. Elles créent un univers où il ne serait plus nécessaire de faire face à la présence de l'Autre, donc d'être confronté à sa division, à sa propre castration. Elles installent un monde où le tiers est supprimé, un univers monadique où l'individu n'est plus en rapport qu'avec sa mère institutionnelle. Ces réformes consacrent ainsi la fin du corps social, de la société humaine proprement dite, au profit du seul rapport monade-État, forme post-moderne de l'exclusivité du rapport entre l'Adam et Dieu.

L'externalisation de la reproduction est un choix politique d'une société composée de monades n'ayant pas de relations entre elles. Comme l'anticipait Leibniz, « *Dieu seul* », ici la machine médicale, « *fait la liaison et la communication de ces substances*⁽⁶⁾». Il concluait aussi que « *l'état d'individualité les fait être comme de petits dieux* ». Ce projet sociétal, relevant d'un capitalisme ne rencontrant plus d'opposition, s'oppose à tout ce qui, jusqu'à présent, a constitué notre humanité. Il s'agit là d'un renversement du choix dont rendent compte les textes mythiques, celui de l'installation d'un monde spécifiquement humain par l'ouverture à l'autre grâce à la création d'un vis-à-vis. L'option actuelle va en sens contraire, le nouvel Adam, la monade, limite ses rapports avec ce qui occupe la place de Dieu : la puissance étatique.

Tülay Umay, sociologue.

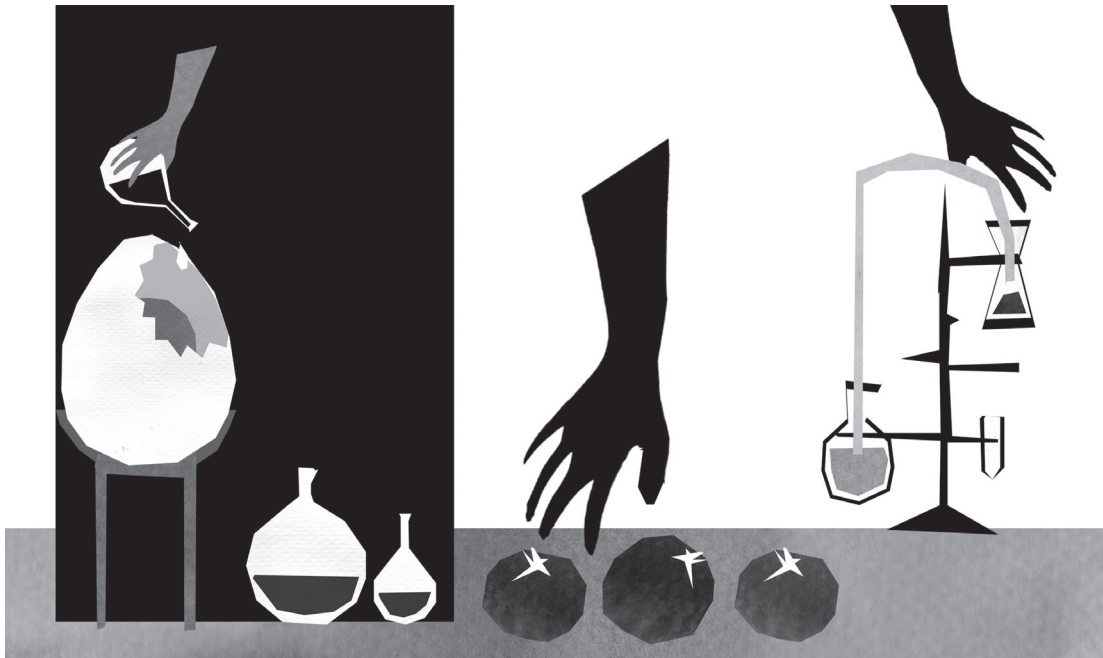
A écrit dans *Le Monde*, *La Libre Belgique*, *L'Humanité*, *Le Soir*, *La Pensée*, *Le Sarkophage...*



(1) Gaëlle Dupont, « Le Comité d'éthique favorable à la PMA pour les couples lesbiens et les célibataires », *le Monde*, le 28 juin 2017.
(2) Jean-Pierre Vernant, « Le Mythe de Prométhée et Pandora », *Arte Histoire*, 2013 et Jean-Pierre Vernant, « Hésiode, Pandora, la première femme », Conférence, 2005, <https://www.youtube.com/watch?v=jR1AOyT-klg>
(3) Jean-Pierre Lebrun, André Wénin, *Des lois pour être humains*, Érès, 2008 et André Wénin, « "Mâle et femelle, Il les créa", Conférence de carême 2012, <https://www.youtube.com/watch?v=FKpPnN1gEf0>
(4) Shmuel Trigano, « La différence sans hiérarchie. Le principe de la différenciation sexuelle dans la pensée biblique », *Études*, juillet-août 1999.
(5) Irène Théry, « La PMA sociale a toujours existé », *Le Monde*, le 29 juin 2017.
(6) Beaufret J., *Leçons de philosophie*, Paris, Seuil, (1998), t.1, chap 3: La Monadologie de Leibniz.

ALIMENTS INDUSTRIELS : LE SCANDALE EST PERMANENT

Illustration : Janna Baibatyrova



L'été qui vient de s'achever a vécu un nouveau scandale alimentaire. Le scénario est classique. Au départ, une escroquerie manifeste : l'utilisation frauduleuse d'un produit interdit par les réglementations sanitaires et commerciales. Le produit en question est le fipronil, un insecticide très efficace autorisé pour le traitement des animaux domestiques mais banni pour les animaux d'élevage. C'est la firme néerlandaise Chikfriend qui a mélangé le Fipronil à d'autres substances parmi lesquelles d'autres produits interdits (comme l'Amitraze, un autre insecticide), pour commercialiser un remède, le Dega16, efficace dans la lutte contre le pou rouge dans les « élevages » de poules pondeuses. La firme belge Poultry-Vision, distributrice de ces produits est elle aussi impliquée : 6.000 litres de produits interdits ont été retrouvés dans ses locaux.

LE SPECTACLE DE LA SURVEILLANCE

La séquence des événements est tout aussi classique. C'est le 20 juillet que l'AFSCA, l'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire, a alerté les autorités européennes chargées d'informer les pays de l'Union. À remarquer que ladite Agence avait été alertée dès le 2 juin par un exploitant anversoïse de l'existence de la fraude. Quand il s'agit de mettre en cause les industriels, il faut se hâter lentement. Au fil du temps, la liste des pays touchés ne cesse de s'allonger. Le 31 août, la Commission européenne annonce que 34 pays, dont 22 dans l'Union européenne, sont concernés par l'achat de lots d'œufs contaminés. Elle reconnaît par la même occasion que la fraude a débuté en septembre 2016... Comme attendu, les déclarations des autorités s'adaptent au niveau actualisé des informations. Certes, de nombreux produits transformés, contaminés par les œufs au fipronil, ont été distribués et consommés mais les conséquences pour la santé sont probablement (!) négligeables !

Ce qui saute aux yeux c'est que le libre-échange des produits de l'industrie agro-alimentaire ne s'accompagne pas d'une surveillance et d'un contrôle efficaces. Qu'on se rappelle l'épisode précédent des lasagnes « pur bœuf » surgelées, il y a quatre ans déjà. Pour des lasagnes commercialisées par la firme Findus, deux tra-

ders, quatre entreprises et cinq pays de l'Union européenne se sont retrouvés dans la tourmente après qu'un abattoir roumain ait livré de la viande de cheval rebaptisée viande de bœuf par les intermédiaires français et luxembourgeois. L'affaire du fipronil confirme qu'aucune leçon n'a été tirée de l'épisode précédent. Certes, on pourrait être plus positif en constatant qu'un scandale tous les quatre ans, ce n'est pas si grave. Ce serait toutefois faire preuve d'une très grande candeur. Les scandales médiatisés et bien connus de tous cachent en fait une réalité quotidienne loin d'être acceptable. Le libre-échange dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce avec des disparités énormes entre pays en matière de protection de l'environnement, de la santé et des droits sociaux génère en effet des pratiques plus que douteuses de la part des transnationales de l'agro-alimentaire. Ces pratiques sont d'autant plus pernicieuses et dangereuses qu'elles sont parfaitement légales.

Le cas du concentré de tomates et de son parcours international qui le fait aboutir dans nos assiettes est exemplatif à cet égard. Il a fait l'objet d'une remarquable enquête du journaliste Jean-Baptiste Malet publiée récemment⁽¹⁾ ; cette enquête révèle un scandale permanent que bien peu d'entre nous soupçonnent quand ils avalent une pizza ou agrémentent les plats cuisinés de leur ketchup familial. Jugez-en en prenant connaissance de ces quelques éléments. À ce jour, la Chine est le premier exportateur mondial de concentré de tomates. Deux entreprises géantes, Cofco Tunhe et Chalkis inondent le marché mondial avec le concentré de tomates d'industrie. La Chine s'est spécialisée dans les produits hautement concentrés, car plus la pâte affiche une haute teneur en matière sèche, et moins elle contient d'eau, plus le coût de transport sera faible par unité de matière transportée.

Cofco Tunhe fournit en concentré de tomates les plus grandes multinationales de l'agro-alimentaire, telles Kraft Heinz, Nestlé ou encore Pepsi Cola. La culture des tomates d'industrie est pratiquée dans des milliers de champs au Xinjiang dans des conditions d'exploitation qui seraient inacceptables en Europe : utilisation massive de pesticides, cueillette effectuée par des paysans hommes et femmes pour un salaire dérisoire (1 centime d'euro par kg de tomates cueillies).

DES ABUS LÉGAUX...

Depuis l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001, la filière chinoise a accentué sa présence en bénéficiant de règlements douaniers de moins en moins contraignants. L'Italie, avec les ports de Salerne et de Naples, est la destination d'accueil en Europe pour les concentrés chinois. Une partie du concentré chinois qui arrive dans le Sud de l'Italie est transformée par les conserveries napolitaines pour le marché européen, une autre est retravaillée et réexportée hors Europe, essentiellement vers l'Afrique et le Proche Orient. Que signifie « retravaillée » ? Le concentré est tout simplement dilué avec de l'eau et un peu de sel, ce qui en fait une marchandise produite en Italie. L'étiquette de la marchandise n'indique jamais l'origine chinoise du produit, tandis que le mot « Italie » est indiqué sur la boîte. Cela n'a rien d'illégal. La législation européenne le permet. Elle permet d'ailleurs bien d'autres choses.

Les lacunes et insuffisances de la législation européenne ne concernent pas seulement les importations de produits extra-européens. Elles caractérisent manifestement tout le secteur de l'industrie agro-alimentaire. L'utilisation massive d'additifs, d'arômes et d'auxiliaires technologiques est légalement organisée dans l'Union européenne (320 additifs autorisés).

Les aliments industriels en effet sont souvent peu goûteux, d'une texture imparfaite et d'une couleur peu attrayante. Pour pallier ces défauts, l'industrie propose l'ajout d'arômes, d'exhausteurs de goût, d'affermissants et de colorants. Un deuxième aspect de cette réalité réside dans la longueur croissante des chaînes de production et de distribution. La réponse : l'utilisation de conservateurs et d'antioxydants.

Enfin, la course à la rentabilité et à la productivité pousse à un usage croissant d'additifs divers et autres auxiliaires technologiques. L'information sur l'utilisation et la présence de ces produits ou des résidus qu'ils laissent exige un étiquetage rigoureux. Il a bien lieu pour les additifs de la liste E mais il est inexistant pour les arômes et pour les auxiliaires technologiques, ce qui ouvre la porte à de nombreux abus ... légaux. Ajoutons que la liste des 320 additifs autorisés devrait pour éviter tout risque être limitée à quelques dizaines (50 à 60) comme le fait la filière bio.

En conclusion, je n'hésite pas à affirmer que l'alimentation industrielle est normalement insipide, carencée et dangereuse pour la santé. Elle ne réussit à séduire que par l'apport de la chimie et la complicité des pouvoirs publics qui lui ont offert une législation laxiste. Alors que faire ? Choisir tout simplement de privilégier les produits de saison, de nos régions et issus des filières biologiques.

Paul Lannoye

(1) Jean-Baptiste Malet, *L'empire de l'or rouge*, Fayard, 2017.

L'OBSOLESCENCE DES PARTIS POLITIQUES

« RENCONTRE » AVEC SIMONE WEIL

En ces temps de médiocrité politique, où les uns comme les autres piquent dans la caisse du contribuable, volent même à ceux qui n'ont rien, démissionnent, se font oublier et puis reviennent, où ceux qui ne sont pas accusés paraissent plutôt des présumés coupables tant qu'on n'a pas découvert leurs pratiques abusives, où même les réalisations légales sont indécentes et illégitimes, se replonger dans la lecture de la réflexion inédite de Simone Weil sur la question des partis politiques nous éclaire, elle qui disait à leur sujet : « *Si on confiait au diable l'organisation de la vie publique, il ne pourrait rien imaginer de plus ingénieux* ». Nos questions trouvent des réponses dans ses réflexions qui ont presque 80 ans. On y trouve la vibration des mots sur nos esprits, re-vigorant nos âmes alors qu'ouvrir télé, radio et journaux aux mains de bureaucrates endort tous désirs révolutionnaires.

Kairos : Simone Weil, de quand date l'invention des partis ?

Simone Weil : L'idée de parti n'entrait pas dans la conception politique française de 1789, sinon comme mal à éviter. Mais il y eut le club des Jacobins. C'était d'abord seulement un lieu de libre discussion. Ce ne fut aucune espèce de mécanisme fatal qui le transforma. C'est uniquement la pression de la guerre et de la guillotine qui en fit un parti totalitaire. Les luttes des factions sous la Terreur furent gouvernées par la pensée si bien formulée par Tomski : « *Un parti au pouvoir et tous les autres en prison* ». Ainsi sur le continent d'Europe le totalitarisme est le péché originel des partis.

Mais ils sont maintenant plus que jamais présents, faut-il envisager de les faire mettre au ban ?

C'est d'une part l'héritage de la Terreur, d'autre part l'influence de l'exemple anglais, qui installa les partis dans la vie publique européenne. Le fait qu'ils existent n'est nullement un motif de les conserver. Seul le bien est un motif légitime de conservation. Le mal des partis politiques saute aux yeux. Le problème à examiner, c'est s'il y a en eux un bien qui l'emporte sur le mal et rend ainsi leur existence désirable.

Quel serait alors le critère du bien ?

Ce ne peut être que la vérité, la justice, et, en second lieu, l'utilité publique. La démocratie, le pouvoir du plus grand nombre, ne sont pas des biens. Ce sont des moyens en vue du bien, estimés efficaces à tort ou à raison. Si la République de Weimar, au lieu de Hitler, avait décidé par les voies les plus rigoureusement parlementaires et légales de mettre les Juifs dans des camps de concentration et de les torturer avec raffinement jusqu'à la mort, les tortures n'auraient pas eu un atome de légitimité de plus qu'elles n'ont maintenant. Or pareille chose n'est nullement inconcevable. Seul ce qui est juste est légitime. Le crime et le mensonge ne le sont en aucun cas.

On pense donc à tort que la volonté générale est le reflet de la raison, alors qu'elle peut être le fruit de passions tout à fait contraires à la vérité et à la justice ?

Notre idéal républicain procède entièrement de la notion de volonté générale due à Rousseau. Mais le sens de la notion a été perdu presque tout de suite, parce qu'elle est complexe et demande un degré d'attention élevé. Rousseau partait de deux évidences. L'une, que la raison discerne et choisit la justice et l'utilité innocente, et que tout crime a pour mobile la passion. L'autre, que la raison est identique chez tous les hommes, au lieu que les passions, le plus souvent, diffèrent. Par suite, si, sur un problème général, chacun réfléchit tout seul et exprime une opinion, et si ensuite les opinions sont comparées entre elles, probablement elles coïncideront par la partie juste et raisonnable de chacune et différeront par les injustices et les erreurs. C'est uniquement en vertu d'un raisonnement de ce genre qu'on admet que le consensus universel indique la vérité.

Nous sommes maintenant au XXI^e siècle dans une forme de dictature de la volonté individuelle, comme si tout choix qui émanait de l'individu était d'emblée bon car porteur du sceau de la subjectivité et que, de fait, la mise en commun de chacun de ces choix ne pouvait qu'aboutir à une bonne décision collective.

Le véritable esprit de 1789 consiste à penser, non pas qu'une chose est juste parce que le peuple la veut, mais qu'à certaines conditions le vouloir du peuple a plus de chances qu'aucun autre vouloir d'être conforme à la justice.

Est-ce dire qu'une poignée d'individus puissent avoir raison face à une masse qui a tort ?

Il y a plusieurs conditions indispensables pour pouvoir appliquer la notion de volonté générale. Deux doivent particulièrement retenir l'attention. L'une est qu'au moment où le peuple prend conscience d'un de ses vœux et l'exprime, il n'y ait aucune espèce de passion collective. Quand il y a passion collective dans un pays, il y a probabilité pour que n'importe quelle volonté particulière soit plus proche de la justice et de la raison que la volonté générale, ou plutôt ce qui en constitue la caricature. La seconde condition est que le peuple ait à exprimer son vouloir à l'égard des problèmes de la vie publique, et non pas à faire seulement un choix de personnes. Encore moins un choix de collectivités irresponsables. Car la volonté générale est sans aucune relation avec un tel choix.

S'il y a eu en 1789 une certaine expression de la volonté générale, bien qu'on eût adopté le système représentatif faute de savoir en imaginer un autre, c'est qu'il y avait eu bien autre chose que des élections. Pendant quelque temps – peu de temps – les représentants furent vraiment de simples organes d'expression pour la pensée publique. Pareille chose ne se produisit jamais plus.

Le seul énoncé de ces deux conditions montre que nous n'avons jamais rien connu qui ressemble même de loin à une démocratie. Dans ce que nous nommons de ce nom, jamais le peuple n'a l'occasion ni le moyen d'exprimer un avis sur aucun problème de la vie publique ; et tout ce qui échappe aux intérêts particuliers est livré aux passions col-

lectives, lesquelles sont systématiquement, officiellement encouragées.

Quel lien avec les partis politiques ? Quelles seraient leurs caractéristiques qui permettraient de penser cette absence de volonté générale, donc de démocratie ?

On peut en énumérer trois :

- un parti politique est une machine à fabriquer de la passion collective ;
- un parti politique est une organisation construite de manière à exercer une pression collective sur la pensée de chacun des êtres humains qui en sont membres ;
- la première fin, et, en dernière analyse, l'unique fin de tout parti politique est sa propre croissance, et cela sans aucune limite.

Par ce triple caractère, tout parti est totalitaire en germe et en aspiration. S'il ne l'est pas en fait, c'est seulement parce que ceux qui l'entourent ne le sont pas moins que lui. Ces trois caractères sont des vérités de fait évidentes à quiconque s'est approché de la vie des partis.

C'est profondément intéressant. Le troisième point indique le drame pour la collectivité d'être dominé par des groupes dont l'existence ne repose que sur une volonté de se pérenniser.

C'est un cas particulier d'un phénomène qui se produit partout où le collectif domine les êtres pensants. C'est le retournement de la relation entre fin et moyen. Partout, sans exception, toutes les choses généralement considérées comme des fins sont par nature, par définition, par essence et de la manière la plus évidente uniquement des moyens. On pourrait en citer autant d'exemples qu'on voudrait dans tous les domaines. Argent, pouvoir, État, grandeur nationale, production économique, diplômes universitaires ; et beaucoup d'autres.



Illustration: Elisabeth Corblin

L'OBSOLESCENCE DES PARTIS POLITIQUES

« Interview anachronique », par Alexandre Penasse.

Le bien seul est une fin. Tout ce qui appartient au domaine des faits est de l'ordre des moyens. Mais la pensée collective est incapable de s'élever au-dessus du domaine des faits. C'est une pensée animale. Elle n'a la notion du bien que juste assez pour commettre l'erreur de prendre tel ou tel moyen pour un bien absolu.

Il en est ainsi des partis. Un parti est en principe un instrument pour servir une certaine conception du bien public.

Mais les partis ne pensent qu'à leur croissance, leur sienne propre comme celle de la production et de la consommation ?

Dès lors que la croissance du parti constitue un critère du bien, il s'ensuit inévitablement une pression collective du parti sur les pensées des hommes. Cette pression s'exerce en fait. Elle s'étale publiquement. Elle est avouée, proclamée. Cela nous ferait horreur si l'accoutumance ne nous avait pas tellement durcis.

La vérité est-elle alors possible dans ce genre d'organisation ?

Les partis sont des organismes publiquement, officiellement constitués de manière à tuer dans les âmes le sens de la vérité et de la justice.

Fantastique. C'est un des fondements de la psychologie sociale, l'influence du groupe sur les individus et leur esprit...

La pression collective est exercée sur le grand public par la propagande. Le but avoué de la propagande est de persuader et non pas de communiquer de la lumière. Les partis parlent, il est vrai, d'éducation à l'égard de ceux qui sont venus à eux, sympathisants, jeunes, nouveaux adhérents. Ce mot est un mensonge. Il s'agit d'un dressage pour préparer l'emprise bien plus rigoureuse exercée par le parti sur la pensée de ses membres.

Vérité et parti sont donc inconciliables ?

Supposons un membre d'un parti qui prenne en public l'engagement que voici : « Toutes les fois que j'examinerai n'importe quel problème politique ou social, je m'engage à oublier absolument le fait que je suis membre de tel groupe, et à me préoccuper exclusivement de discerner le bien public et la justice ». Ce langage serait très mal accueilli. Les siens et même beaucoup d'autres l'accuseraient de trahison. Mais bien plus, il ne semble même pas possible qu'un tel langage soit tenu. En fait, sauf erreur, il ne l'a jamais été.

En revanche, on trouve tout à fait naturel, raisonnable et honorable que quelqu'un dise : « Comme conservateur », ou : « Comme socialiste, je pense que... ».

La vérité serait ainsi relative, en fonction de celui qui énonce tel ou tel fait ?

S'il n'y a pas de vérité, il est légitime de penser de telle ou telle manière en tant qu'on se trouve être

en fait telle ou telle chose. Si on reconnaît qu'il y a une vérité, il n'est permis de penser que ce qui est vrai. On pense alors telle chose, non parce qu'on se trouve être en fait français, ou catholique, ou socialiste, mais parce que la lumière irrésistible de l'évidence oblige à penser ainsi et non autrement. Mais le mobile de la pensée n'est plus le désir inconditionné, non défini, de la vérité, mais le désir de la conformité avec un enseignement établi d'avance.

En fait, sauf exceptions très rares, un homme qui entre dans un parti adopte docilement l'attitude d'esprit qu'il exprimera plus tard par les mots : « Comme monarchiste, comme socialiste, je pense que... » C'est tellement confortable ! Car c'est ne pas penser. Il n'y a rien de plus confortable que de ne pas penser.

« Interview anachronique », par Alexandre Penasse.

Propos de Simone Weil tirés de l'ouvrage Note sur la suppression générale des partis politiques, Climats, 2017.

(1) Cf. l'affaire du Samu Social en Belgique (après Augusta, le kazakhgate, Publifin...).

FILS DE PUB

Alain Adriaens

PAR LA BANDE, EN RETRO

On l'a souvent dit, tout l'art de la pub consiste à manipuler ses victimes. Beaucoup croient pouvoir résister à ses sirènes alors que ses concepteurs vous roulent dans la farine sans que vous vous en doutiez. Deux exemples.

Un clip publicitaire vante un détergent vert qui fera superbement mousser votre vaisselle... Vous n'allez pas pour cela acheter cette marque ? D'accord, mais regardez la cuisine dans laquelle une accorte ménagère s'affaire avec grâce. 30m², de splendides meubles au design scandinave dernier cri, la fenêtre donne sur un magnifique jardin d'au moins 2 hectares. On vous vend peut-être le savon X mais surtout un mode de vie, une normalité consumériste qui n'est pourtant pas celle de la majorité de nos contemporains. Dans votre petite cuisine de 9m² donnant sur les murs gris de la ville, vous n'allez peut-être pas acheter le liquide X aux senteurs de citron vert mais vous allez rêver de l'écrin dans lequel vous l'avez vu et prendre le risque d'un crédit hypothécaire pour acquérir une petite maison dans une verte banlieue (à 40 km de votre lieu de travail : bonjour les déplacements énérgivores). Vous avez mis le doigt dans l'engrenage...

Souvenir d'une matinée d'étude sur l'eau organisée par le Réseau des consommateurs responsables⁽¹⁾. Nous regardons à 20 une belle photo publicitaire pour l'eau minérale Y. Une très très belle femme, fort légèrement vêtue, fait sa toilette dans sa salle de bain. Son père-personne est dans la

poubelle. Argument publicitaire : en buvant l'eau en bouteille Y, vous garderez une ligne super (de fait, le mannequin a un profil admirable). « Balance ta balance » est le joli slogan support du message. Première réaction de l'assistance : « Encore une pub qui utilise le corps de la femme pour inciter les mecs à acheter ». Petit débat, réflexion collective. En fait pas du tout. Cette superbe créature face à ses deux beaux grands évier et deux verres avec deux brosses à dents est de toute évidence comblée : elle a un mec, elle vit dans le luxe (le look de la salle de bain ne laisse aucun doute). La cible de la pub est donc féminine : celle qui se dira « Moi aussi je vais boire l'eau Y ; je serai belle, aimée et aurai une vie confortable avec un gars, beau, gentil, intelligent et... riche ».

À propos de l'eau : je me souviens de magazines écolos qui faisaient de la pub pour une eau minérale « extraordinaire » venue de Norvège. Ainsi donc, il y avait des pseudo-écolos assez naïfs pour acheter une eau « si pure » venue des glaciers nordiques... au prix du long transport d'un des éléments très lourd que l'on trouve à profusion chez nous (et en aussi bonne qualité). C'est une palme à mettre au chapeau des publicitaires : être parvenus à faire acheter de l'eau à 2€/litre alors que dans chaque logement il y a des robinets débitant une eau d'aussi bonne qualité (toutes les analyses de laboratoire le prouvent) à un prix 400 à 600 fois moindre. Mais le goût, la saveur incomparable de l'eau de source me direz-vous... Toujours à cette matinée du Réseau des consommateurs responsables : dégustation à

l'aveugle d'une petite dizaine d'eaux, les marques X, Y, Z... et l'eau du robinet de 3 ou 4 villes⁽²⁾. Une des participantes qui ne jurait que par sa marque favorite ne l'a pas reconnue et a donné la meilleure cote gustative à... l'eau du réseau de distribution d'Ottignies. La répartition des préférences pour une eau ou l'autre était purement aléatoire. La colonisation de nos imaginaires est généralisée et elle ne pouvait laisser en friche un terrain aussi essentiel que l'élément le plus vital - au sens propre du mot -, l'eau pure.

Alain Adriaens

(1) www.asblrcr.be
(2) Même contenant, même température, même temps d'oxygénation...



Illustration: Sylwia Szkladz

LES RÉACTEURS DOEL 3 ET TIHANGE 2 : UN RISQUE INACCEPTABLE

Notre infrastructure nucléaire vieillit rapidement. Ou est déjà dépassé. En maintenant les réacteurs Doel 3 et Tihange 2 en fonctionnement, nous prenons des risques inacceptables déclare Walter Bogaerts, l'ancien directeur de Belgoprocess⁽¹⁾ et professeur à l'université de Gent et de Leuven, dans un billet d'opinion publié dans De Standard le 4 septembre 2017. Selon lui, les preuves d'une prise de risque inacceptable sont incontestables. Les inspections de 2014 ont non seulement montré qu'il y avait plus de « microfissures » dans les cuves des réacteurs qu'en 2012, mais qu'elles étaient aussi plus grandes. Certaines fissures se sont agrandies jusqu'à atteindre une dimension maximale de 17,9 par 7,2 centimètres. Et il y en a beaucoup : 13 047 dans la cuve de Doel 3 et 3 149 dans la cuve de Tihange⁽²⁾. Pour Doel 3, cela signifie que dans certaines parties de la cuve, on trouve plus de 40 fissures par décimètre cube. L'argument selon lequel elles ne font qu'à peine l'épaisseur d'une feuille de cigarette n'a aucune valeur scientifique. Le réseau tridimensionnel

qui compose l'acier et assure sa cohésion est rompu à l'endroit de ces fissures.

Walter Bogaerts considère que ces deux réacteurs n'ont aucun avenir : si l'AFCN⁽³⁾ remplissait son véritable rôle de chien de garde nucléaire dans cette affaire et appliquait les principes fondamentaux de sûreté nucléaire, ces deux réacteurs ne pourraient être qu'arrêtés et démantelés.

Source : http://www.standaard.be/cnt/dmf20170903_03051348

Traduction libre, notes et compléments : FDN, Francis Leboutte

QUELQUE CHOOZ À FAIRE LE 1 ET 2 OCTOBRE...

C'est un peu tard, mais pour ceux qui ne sauraient pas comment débuter octobre, plutôt que d'aller se promener dans les bois, la centrale de Chooz organise

une grande sauterie pour vous démontrer, propagande oblige, qu'il n'y a aucune raison de s'en faire, « les Chooz vont très bien »... enfin pour les patrons de la centrale et les politiciens qui s'enrichissent dans ses Conseils d'administration. Pour les autres, vous le peuple, on verra bien... si ça pète on vous enverra des cartes postales des paradis fiscaux où on a planqué le pognon. « L'an dernier, près de 500 personnes s'étaient rendues sur le site, alors n'attendez-plus, inscrivez-vous ! » (edf.fr/jie). Mais surtout, n'oubliez pas avant de commander vos pastilles d'iode (<http://www.risquenucleaire.be>). Bon, y'a pas de risques, mais faudrait quand même pas en prendre pour rien !

A.P.

- (1) Belgoprocess est une entreprise belge spécialisée dans le traitement, le conditionnement et l'entreposage provisoire des déchets radioactifs, et aussi dans le démantèlement des installations nucléaires et l'assainissement des bâtiments et terrains contaminés.
- (2) Et ne s'étendent que dans le sens du pourtour de la cuve. Pour rappel, ces fissures font quelques microns (millième de millimètre) dans le sens du rayon de la cuve et plusieurs centimètres dans les autres dimensions (le pourtour de la cuve), jusqu'à 18 cm.
- (3) AFCN : Agence fédérale de contrôle nucléaire.

DanyRobert Dufour

LA SITUATION
DÉSESPÉRÉE DU PRÉSENT
ME REMPLIT D'ESPOIR

FACE À TROIS DÉLIRES
POLITIQUES MORTIFÈRES,
L'HYPOTHÈSE CONVIVALISTE

BOULEVARD

LEBORD DE L'EAU

Jadis, le cinéophile que je suis attendait rituellement « le nouveau Chabrol » ; aujourd'hui c'est du « nouveau Dufour » que se délecte l'amateur de philosophie. Ce livre poursuit la critique de l'idéologie libérale, initiée avec *L'art de réduire les têtes* (Denoël, 2003). Dans une perspective entre autres lacanienne, l'auteur promène son regard acéré et ironique sur notre époque – ironie présente entre autres dans le titre –, dans un style enlevé et souvent humoristique. Il a perdu confiance dans trois institutions, l'État, la presse et l'Université ; cependant, loin de souhaiter leur disparition, il voudrait les voir réaffectées à des buts nobles, démocratiques et émancipateurs. Relevant de la pulsion de mort freudienne, les trois délires politiques auxquels nos sociétés font face sont l'ultralibéralisme, les fondamentalismes monothéistes (surtout islamistes) et les partis nationalistes-identitaires. Entre eux, pas question de choisir un moindre mal, écrit l'auteur, contrairement à la classe politico-médiatique qui opte résolument pour le premier comme rempart contre les deux autres incarnant le Mal. Dufour oublie de souligner que, jusqu'à présent, seul le premier délire – l'ultralibéralisme – a produit durablement des effets sur la société car ses séides ont, eux, exercé le pouvoir, alors que djihadistes et nationalistes n'ont fait jusqu'à présent que l'attaquer de l'extérieur, sans parvenir à le déloger. Un quatrième clan, qui ne se reconnaît dans aucun des trois délires, doit d'urgence s'atteler à reconstruire un *Nous* en ressuscitant l'esprit de Philadelphie, celui-là même qui fut battu en brèche par le consensus de Washington. Pour lui qui a signé la charte du convivialisme, la voie se trouve dans la vivance, plus exactement dans l'*ego-vivance* (pour vivre pleinement sa propre vie), la *convivance* (pour vivre avec les autres sans se massacrer) et

la *survivance* (eu égard aux équilibres écologiques à préserver). La notion de *biens communs* y trouve toute sa place, évidemment. L'auteur propose également son bidonnant bilan-analyse de la présidence de François Hollande, revient sur les conséquences de la néoténie et sur le massacre à *Charlie-Hebdo*, nous raconte ses déboires avec la presse française qui censure ses ouvrages depuis des années en le considérant comme « réactionnaire ». Une lecture passionnante.

Dany-Robert Dufour, *La situation désespérée du présent me remplit d'espoir. Face à trois délires politiques mortifères, l'hypothèse convivaliste*, Le bord de l'eau, 2016, 201 pages.

B. L.



Le sud-est de la région bruxelloise, vers Ixelles et Watermael-Boitsfort, là où s'affairent beaucoup de ceux qui réalisent votre « *journal belge mondial* » préféré, a souvent été le havre de contestataires déterminés d'une société indécente. Victor Serge, Elisée Reclus et l'Université Nouvelle (dissidence libertaire de l'ULB) et autres anarchisants y furent actifs, tout comme Gassy Marin, cet anarchiste espérantiste qui, entre 1928 et 1938, a parcouru le monde de manière fort aventureuse. Deux Boitsfortois, Xavier Vandruel et Dirk Dumont, viennent de publier sous le titre *Tour du vieux monde*, une partie substantielle des récits de voyage de celui qui a dit : « *Le monde entier est devenu mon pays* ». En parcourant les pages fort bien écrites et révélant la vaste culture de Gassy Marin, on réalise que ce « vieux monde » était peut-être neuf comparé

au monde uniformisé, aseptisé, domestiqué par la globalisation néolibérale. Certes, pour le découvrir en profondeur, Gassy Marin prenait beaucoup de risques, acceptait un total inconfort mais approchait ainsi de très près des réalités fort différentes. Parti d'une communauté d'anarchistes d'Angleterre, notre bourlingueur a traversé l'Europe, l'Afrique, le Proche, Moyen et Extrême-Orient, l'Inde, la Chine, le Japon. En ces temps, pas si lointains, chaque société, chaque région, chaque ville, chaque village avaient des traditions, des coutumes, des comportements adaptés à son environnement et dont ils tiraient le meilleur parti. Pas de nécessité d'une relocalisation en ces temps-là, la résilience était permanente et naturelle. Marin nous décrit ces techniques et pratiques culturelles parfois étonnantes avec bienveillance, sans le jugement parfois méprisant de trop d'Occidentaux. Frugal, fraternel, Marin peut sans hésitation être un exemple de voyageur humaniste pour tous ceux qui ont le cœur délivré du tourisme consumériste de ce début de XXI^e siècle.

Gassy Marin, *Tour du vieux monde d'un anarchiste espérantiste – 1928-1938*, présenté par Xavier Vanandruel et Dirk Dumont, Saint-Germain des Prés, Artisans-voyageurs Éditions, 480 pp. 21€, 2017.

A.A.

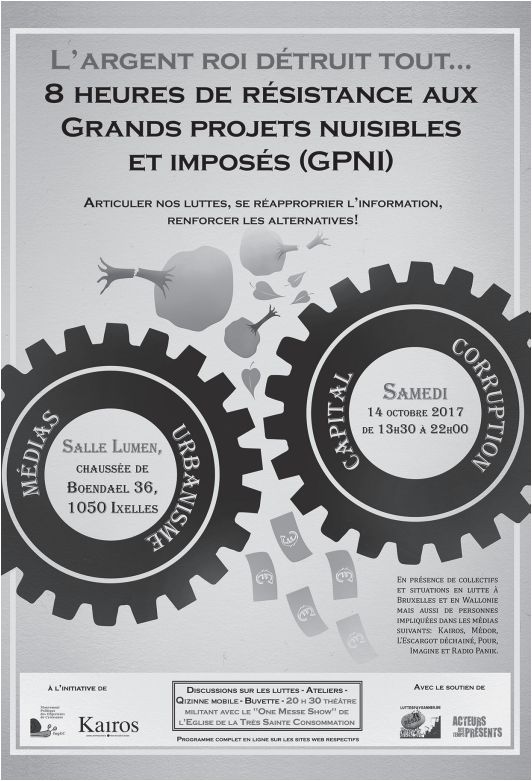
• 94 % des espèces de graines et de légumes ont disparu au cours du XXI^e siècle. Il y avait 544 espèces de choux, il en reste 28, 158 espèces de choux-fleurs, il en reste 9, 34 espèces d'artichauts, il en reste 2, 288 espèces de betteraves, il en reste 17, etc. La diversité génétique est pourtant ce qui protège l'homme d'une famine planétaire, mais les multinationales de l'agroalimentaire n'en ont cure, ne jurant que par l'accroissement de leur profit. Les réserves de graines sont ainsi bien plus importantes que les banques, ce que savent bien les gouvernements : quand les États-Unis ont envahi l'Irak, ils ont au plus vite détruit les réserves de graines et les jardins de plantations. Les graines sont ainsi l'ultime assaut des fossoyeurs de la vie, ceux qui veulent faire de l'argent avec tout, Monsanto en tête, qui a réussi à tuer le principe de reproduction de la vie en créant des semences qui ne se reproduisent pas. Voilà ici quelques faits contenus dans *Seed : The Untold Story*, l'un des sept documentaires que vous pourrez voir au festival Alimenterre., en

plus de débats, tables rondes, dégustations. A ne pas rater !

Festival de films Alimenterre - Du 12 au 29 octobre, à Bruxelles, Arlon, Charleroi, Liège, Ottignies, Louvain-la-Neuve et Namur. Programme et ticket : festivalalimenterre.be

• Du 6 au 13 octobre, le festival Reg'arts met à l'honneur les œuvres d'artistes porteurs de handicap. Dans nos sociétés productivistes, le handicap ça ne rapporte pas trop... L'occasion donc lors de ce festival de rencontrer la différence et d'explorer la richesse créatrice, l'imagination et les manières de se représenter le monde de façons diverses. Une semaine d'animation et spectacles, de films, d'expositions, de jeux, cabarets, restauration...

Rue Sart Moulin 1, 1421 Ophain (Village n°1). www.vivreauvillage1.be



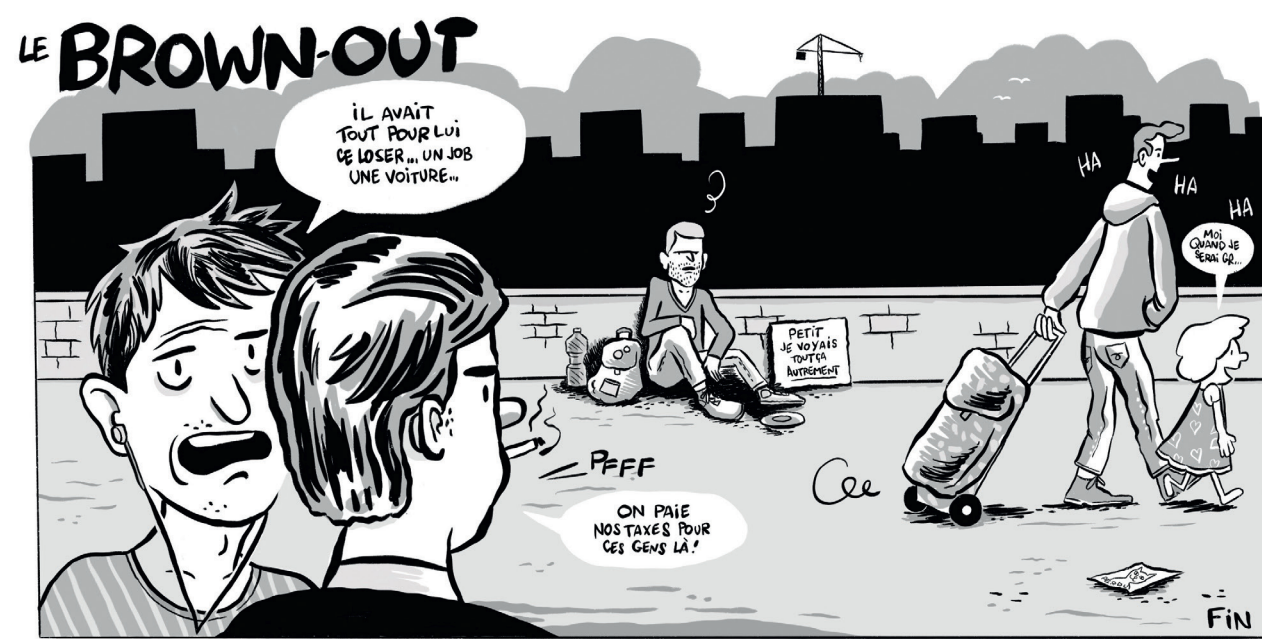


Illustration : Chanic

Illustration : Camilio Collao



par internet aux réponses du questionnaire "Les parlementaires face aux limites" ? Autant celles-ci que la démarche m'intéressent. Car à OLLN, peut-être pourrions-nous faire de même vis-à-vis du projet d'extension du centre commercial l'Esplanade, sujet actuel et local de résistance dont la plateforme citoyenne (www.louvainlesplanade.be) s'est emparée depuis octobre 2015. Le tout est de savoir à qui s'adresser (partis ou personnes,...), sous quelle forme, quand et avec quelles questions. Pourrions-nous éventuellement vous contacter par téléphone (ou vous rencontrer) pour avoir vos conseils ? En vous souhaitant une belle journée, Longue vie à vous,

Raphaële

• Du Baume au cœur...

Un grand bravo à Jean-Pierre L. Collignon pour son article « Résistance » (Tirons sur l'ambulance, n°30). Je voudrais simplement vous remercier pour l'excellence et la pertinence de vos articles, journal après journal; surtout aujourd'hui où la liberté de la presse est de plus en plus muselée de par le monde. Cet article que je mentionne met du baume au cœur, car que nous reste-t-il, nous "pauvres ignorants" à part la résistance et la conscience que nous pouvons renverser la balance des privilèges? Merci encore pour ces mots salvateurs et encourageants. Bonne continuation... Au plaisir de vous lire.

Anne N.N.

• ... et des raisons d'exister !

Merci pour ce que vous écrivez, merci pour *Kairos* qui a toutes les raisons d'exister! Bonne continuation.

Louis R.

• En réaction à l'article de Jean-Pierre L. Collignon, Résistance, du Kairos 30

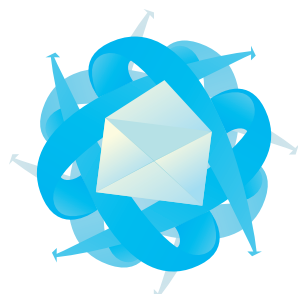
Je ne résiste (!) pas à rappeler que « Le leader de la France insoumise » a été ministre, président de conseil général, député européen, sénateur et a voté oui à Maastricht ! Il s'est « soumis » (!) à tout cela ! Chapeau ! Le Mélenchon nouveau c'est le beaujolais nouveau pour « ... les plus ou moins pauvres, les dépossédés, les cocus qui s'ignorent » (3^{ème} colonne p.8). Nouveau costume, mais l'habit ne fait pas le moine ! A votre santé !

Daniel Olivier

• Payé deux fois, mais il ne le regrette pas !

(Notre indispensable Sandy informe un lecteur qu'il a payé deux fois son abonnement)... Effectivement, j'avais un doute sur un versement passé mais j'ai effectué le versement tout de même en août. En réalité, ma morne vie de travailleur/consommateur est telle, que lire les articles de personnes, en avance sur leur temps, ayant une réelle vision pour construire la société, représente une bouffée d'oxygène, dont je ne peux me passer. L'unique fois, où j'ai rencontré Monsieur Legros en conférence, ce dernier m'a parlé de sa lutte contre les tableaux interactifs en classe. Dans mon école, nous devons utiliser un badge pour entrer et sortir de l'école. Bientôt, certains couloirs seront empruntables, uniquement avec le badge. Je vais offrir l'abonnement à quelqu'un ou vous l'offrir en don. Je ne demanderai le remboursement en aucun cas. Je vais proposer votre saine lecture à un ami. S'il est intéressé, je vous donnerai l'adresse. J'ai commencé à lire *La Décroissance* en France, puis j'ai découvert *Kairos* : deux révélations. Bonne continuation et bonne journée.

Paul



COURRIER DES LECTEURS

• Relier les luttes avec nos médias...

Cher *Kairos*, ce matin encore, je lisais avec délice quelques-uns de vos articles de ce numéro 30. Des écrits engagés, de fond et éclairants, comme d'habitude et comme cela fait du bien ! Merci ! Vous en êtes même devenu mon cadeau "idéal". Pouvez-vous transmettre spécifiquement à Alexandre Penasse mon infinie reconnaissance car bien souvent la justesse de ses analyses, ses mots, ses références apportent du corps à bon nombre de mes questionnements et intuitions... Plus prosaïquement, est-il possible d'avoir accès

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 —
BIC TRIBEBB, et d'indiquer en
communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur :
www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de
18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez
de nombreux vendeurs de presse
et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!